
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 39

Bill 39

Loi concernant l'application
de la Loi sur les impôts

An Act respecting the application
of the Taxation Act

Première lecture

First reading

M. HARVEY (Jonquière)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
ROCH LEFEBVRE
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 39

Loi concernant l'application
de la Loi sur les impôts

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

DÉFINITIONS

[[1. Dans la présente loi, les expressions et mots suivants signifient:

a) « ancienne Loi de l'impôt sur les corporations »: la Loi de l'impôt sur les corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 67);

b) « ancienne Loi de l'impôt sur les opérations forestières »: la Loi de l'impôt sur les opérations forestières (Statuts refondus, 1964, chapitre 68);

c) « ancienne Loi de l'impôt sur les particuliers »: la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69);

d) « anciennes lois »: les lois visées aux paragraphes a à c;

e) « nouvelles lois »: la Loi sur les impôts (1972, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 38*) et la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 40*).

f) « jour de l'évaluation »: le jour visé à l'article 60.

Toute autre expression a, dans la présente loi, le sens que lui donne l'article 1 de ladite Loi sur les impôts et les articles 2 à 16 de ladite loi s'appliquent.

Bill 39

An Act respecting the application
of the Taxation Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

CHAPTER I

DEFINITIONS

[[1. In this act, the following expressions and words mean:

(a) "former Corporation Tax Act": the Corporation Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 67);

(b) "former Logging Tax Act": the Logging Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 68);

(c) "former Tax Act respecting individuals": the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69);

(d) "former acts": the acts contemplated in paragraphs a to c;

(e) "new acts": the Taxation Act (1972, chapter *insert here chapter number of Bill 38*) and the Revenue Department Act (1972, chapter *insert here chapter number of Bill 40*);

(f) "valuation day": the day contemplated in section 60.

Any other expression has, in this act, the meaning assigned it in section 1 of the said Taxation Act and sections 2 to 16 of the said act apply.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet complète la Loi sur les impôts (projet de loi 38) et contient, outre des dispositions transitoires, des dispositions sur le remplacement de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu, de la Loi de l'impôt sur les corporations et de la Loi sur les opérations forestières, ainsi que sur les périodes auxquelles commenceront à s'appliquer les dispositions de la Loi sur les impôts.

EXPLANATORY NOTE

This bill complements the Taxation Act (Bill 38), and in addition to transitional provisions contains provisions to replace the Provincial Income Tax Act, the Corporation Tax Act and the Logging Tax Act and to determine when the provisions of the Taxation Act will begin to apply.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. La Loi sur les impôts (1972, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 38*) remplace la Loi de l'impôt sur les corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 67) à l'exception:

- a) de l'article 1;
- b) de la première ligne et du paragraphe 15° de l'article 2;
- c) de l'article 16a, édicté par l'article 1 du chapitre 28 des lois de 1968 et modifié par l'article 1 du chapitre 23 des lois de 1971;
- d) des cinq premières lignes et des paragraphes *i* et *j* du premier alinéa ainsi que du dernier alinéa de l'article 38, modifié par l'article 9 du chapitre 28 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 28 des lois de 1968 et l'article 2 du chapitre 23 des lois de 1971;
- e) de l'annexe; et
- f) du titre de ladite loi, lequel est remplacé par le suivant: « Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux ».

3. L'article 16a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 28 des lois de 1968 et modifié par l'article 1 du chapitre 23 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant, partout où elle se trouve, l'expression « revenu net » par l'expression « revenu imposable ».

4. Ladite Loi sur les impôts remplace la Loi de l'impôt sur les opérations forestières (Statuts refondus, 1964, chapitre 68).

5. Ladite Loi sur les impôts remplace la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69).

6. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, un renvoi à l'une des anciennes lois ou à l'une de leurs dispositions est un renvoi à l'une des nouvelles lois ou à la disposition équivalente de l'une de ces lois.

CHAPTER II

GENERAL PROVISIONS

2. The Taxation Act (1972, chapter *insert here chapter number of Bill 38*) replaces the Corporation Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 67) with the exception of:

- (a) section 1;
- (b) the first line and paragraph 15 of section 2;
- (c) section 16a, enacted by section 1 of chapter 28 of the statutes of 1968 and amended by section 1 of chapter 23 of the statutes of 1971;
- (d) the first five lines and paragraphs *i* and *j* of the first paragraph and the last paragraph of section 38, amended by section 9 of chapter 28 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 28 of the statutes of 1968 and section 2 of chapter 23 of the statutes of 1971;
- (e) the schedule; and
- (f) the title of the said act, which is replaced by the following: "An Act to promote industrial development by means of fiscal advantages".

3. Section 16a of the said act, enacted by section 1 of chapter 28 of the statutes of 1968 and amended by section 1 of chapter 23 of the statutes of 1971, is again amended by replacing, wherever it is found, the expression "net revenue" by the expression "taxable income".

4. The said Taxation Act replaces the Logging Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 68).

5. The said Taxation Act replaces the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69).

6. In any act, proclamation, order in council, contract or document, a reference to one of the former acts or to one of their provisions is a reference to one of the new acts or to a similar provision of one of such acts.

7. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, un renvoi à l'une des nouvelles lois ou à l'une de leurs dispositions doit s'entendre, en ce qui a trait à toute opération, matière ou chose à laquelle s'appliquait l'une des anciennes lois, comme un renvoi à l'une de ces lois, suivant le cas, ou à la disposition correspondante de l'une d'elles, à moins que le contexte ne s'y oppose.

8. Lorsque, dans l'une des nouvelles lois, apparaît une mention de quelque opération, matière ou chose faite ou existant avant une année d'imposition, cette mention est réputée comprendre une mention de l'opération, matière ou chose, bien que faite ou existant avant l'entrée en vigueur desdites nouvelles lois.

9. Lorsque, lors de l'application d'une méthode adoptée par un contribuable pour le calcul de son revenu tiré d'une entreprise autre qu'une entreprise qui est une profession libérale, une exploitation agricole ou des biens, pour une année d'imposition à laquelle s'applique la Loi sur les impôts, un montant reçu dans l'année ne serait pas inclus dans le calcul de son revenu pour l'année du fait que, lors de l'application de cette méthode, ce montant aurait été inclus dans le calcul de son revenu aux fins d'une ancienne loi pour une année antérieure relativement à laquelle il était à recevoir, si le montant n'a pas été inclus dans le calcul du revenu de l'année d'imposition antérieure, il doit être inclus dans le calcul du revenu de l'année durant laquelle il a été reçu.

10. La mention dans l'une des nouvelles lois d'une opération, matière ou chose désigne une opération, matière ou chose correspondante dans l'une des anciennes lois ou dans une loi à laquelle elles faisaient référence, même si cette opération, matière ou chose était désignée sous une appellation différente dans l'une des anciennes lois ou dans une loi à laquelle elles faisaient référence.

11. Les règlements adoptés et les ententes, accords ou conventions conclus en vertu des anciennes lois continuent

7. In any act, proclamation, order in council, contract or document a reference to one of the new acts or to one of their provisions must be construed, as regards any transaction, matter or thing to which one of the former acts applied, as a reference to one of such acts, as the case may be, or to the corresponding provision of one of them, unless the context is opposed thereto.

8. Where, in one of the new acts, reference is made to a transaction, matter or thing done or existing before a taxation year, such reference is deemed to include a reference to the operation, matter or thing, even though it was done or existing before the coming into force of the said new acts.

9. Where, upon the application of a method adopted by a taxpayer for computing his income from a business, other than a business that is a profession, farm or property for a taxation year to which the Taxation Act is applicable, an amount received in the year would not be included in computing his income for the year because on the application of that method it would have been included in computing his income for the purposes of a former act for a previous year in respect of which it was receivable, if the amount was not included in computing the income for the previous taxation year, it shall be included in computing the income for the year in which it was received.

10. A reference in one of the new acts to a transaction, matter or thing means a corresponding transaction, matter or thing in one of the former acts or in an act to which it referred, even if that transaction, matter or thing was designated by a different name in the former act or in the act to which it referred.

11. The regulations, arrangements or agreements, made under the former acts continue to be in force until repealed,

d'être en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou modifiés par des règlements adoptés ou, suivant le cas, par des ententes, accords ou conventions conclus en vertu des nouvelles lois.

12. Les crédits votés pour l'application des anciennes lois sont affectés à l'application des nouvelles lois selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

13. Les dispositions transitoires régissant l'application des anciennes lois continuent de s'appliquer et régissent les dispositions correspondantes de la Loi sur les impôts, sauf disposition inconciliable de la présente loi ou des règlements.

14. Le remplacement des anciennes lois par les nouvelles lois n'a pas pour effet d'invalidier un acte, y compris un enregistrement, un choix, un certificat ou toute autre opération, matière ou chose prévue par les règlements; si les dispositions des nouvelles lois à l'égard d'un tel acte diffèrent de celles des anciennes lois, cet acte demeure valide s'il est rendu conforme aux dispositions des nouvelles lois dans le délai prévu par les règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

15. Les articles 1 à 731, 811 à 819, 825 à 867, 872 à 880 et 883 à 892 de la Loi sur les impôts s'appliquent à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes.

Toutefois, le paragraphe *g* de l'article 525 ne s'applique aux personnes qui y sont visées qu'à compter de l'année d'imposition 1973; pour l'année d'imposition 1972 une telle personne peut, dans le calcul de son revenu imposable, déduire de son revenu pour l'année le montant qu'elle en a versé à l'ordre religieux dont elle fait partie.

16. Le délai prévu à l'article 838 court, pour l'année d'imposition 1972, à compter du délai y prévu ou, suivant la date la plus tardive, à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

replaced or amended by regulations made or, as the case may be, by arrangements or agreements entered into under the new acts.

12. The appropriations voted for the application of the former acts shall be set aside for the application of the new acts as determined by the Lieutenant-Governor in Council.

13. The transitional provisions governing the application of the former acts continue to apply and govern the corresponding provisions of the Taxation Act, except any provision inconsistent with this act or the regulations.

14. The replacement of the former acts by the new acts shall not have the effect of invalidating a deed, including a registration, election, certificate or any other transaction, matter or thing provided for by the regulations; if the provisions of the new acts in respect of such deed differ from those of the former acts, such deed shall remain valid if it is made to comply with the provisions of the new acts within the delay provided for by the regulations made for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council.

15. Sections 1 to 731, 811 to 819, 825 to 867, 872 to 880 and 883 to 892 of the Taxation Act apply to the taxation year 1972 and to the subsequent taxation years.

However, paragraph *g* of section 525 applies to the persons contemplated therein only from the taxation year 1973; for the taxation year 1972 such person may, in computing his taxable income, deduct from his income for the year the amount thereof which he has paid to the religious order of which he is a member.

16. The delay provided for in section 838 shall run, for the taxation year 1972, from the delay provided for therein or from the date of coming into force of this act, whichever date is later.

17. Aux fins de l'article 691, un placement fait par une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite après le 18 juin 1971 et avant le 1^{er} janvier 1972 est réputé avoir été fait à cette dernière date.

18. L'article 741 ne s'applique pas dans le cas où le contribuable a adressé au ministre une renonciation telle que visée à l'article 740 avant la date de l'entrée en vigueur de la Loi sur les impôts.

19. L'article 774 ne s'applique qu'aux appels institués après la date de l'entrée en vigueur de la Loi sur les impôts.

CHAPITRE III

AMORTISSEMENT

20. Lorsqu'un contribuable devait, en vertu d'une disposition des anciennes lois, déterminer le coût en capital d'un bien qu'il avait acquis avant 1972 pour calculer le montant d'une déduction à l'égard de ce bien, ou aurait dû le faire s'il avait réclamé une telle déduction, le montant qui est ainsi déterminé ou aurait dû être ainsi déterminé est réputé, aux fins de la Loi sur les impôts, être le coût en capital de ce bien pour le contribuable.

21. Aux fins de la Loi sur les impôts, l'amortissement accordé à un contribuable et la partie non amortie du coût en capital d'un bien pour le contribuable, au début de son année d'imposition 1972, sont réputés être les mêmes qu'ils étaient à la fin de son année d'imposition 1971 et tout excédent du coût en capital sur la partie non amortie du coût en capital d'un bien à la fin de cette dernière année est réputé avoir été alloué à titre d'amortissement en vertu des règlements faits sous l'autorité du paragraphe *a* de l'article 119.

22. Aux fins des articles 24 à 28, la différence admissible en déduction désigne l'excédent de la partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de amortissement constant sur la partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de l'amortissement dégressif.

17. For the purposes of section 691, an investment made by a trust governed by a registered retirement-savings plan after the 18th of June 1971 and before the 1st of January 1972 is deemed to have been made on that latter date.

18. Section 741 does not apply in the case where the taxpayer has addressed to the Minister a renunciation as contemplated in section 740 before the date of the coming into force of the Taxation Act.

19. Section 774 applies only to appeals instituted after the coming into force of the Taxation Act.

CHAPTER III

DEPRECIATION

20. Where a taxpayer had, under the former acts, to determine the capital cost of property which he had acquired before 1972 to compute the amount of a deduction respecting such property or should have done so if he had claimed such deduction, the amount which is so determined or should have been so determined is deemed, for the purposes of the Taxation Act, to be the capital cost of such property to the taxpayer.

21. For the purposes of the Taxation Act, depreciation allowed to a taxpayer and the undepreciated portion of the capital cost of property to the taxpayer, at the commencement of his 1972 taxation year, are deemed to be the same as they were at the end of his 1971 taxation year and any excess of capital cost over the undepreciated capital cost of the property at the end of such last year is deemed to have been allowed to him as depreciation under the regulations made under paragraph *a* of section 119.

22. For the purposes of sections 24 to 28, the deductible difference means the excess of the undepreciated portion of the capital cost according to the straight-line method of depreciation over the undepreciated capital cost according to the diminishing balance method of depreciation.

De même, la différence imposable désigne l'excédent de:

a) la partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de l'amortissement dégressif sur

b) la partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de l'amortissement constant.

23. Aux fins de l'article 22, les expressions « partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de l'amortissement constant » et « partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de l'amortissement dégressif » ont le sens que leur donnent les règlements.

24. Lorsque, par suite de la modification apportée en vertu de l'ancienne Loi de l'impôt sur les corporations au calcul de l'amortissement, une corporation a une différence admissible en déduction de son revenu pour une année d'imposition commençant après 1961, cette corporation, dans la mesure et aux conditions prescrites, peut déduire, chaque année d'imposition, dans le calcul de son revenu, la totalité ou une partie de cette différence, dans la mesure où elle n'a pas encore été admise en déduction du revenu pour des années postérieures à 1961, selon les règles ci-après déterminées:

a) si la différence n'excède pas \$5,000, la totalité de cette différence;

b) si la différence excède \$5,000 mais n'excède pas \$10,000, la moitié de cette différence;

c) si la différence excède \$10,000 mais n'excède pas \$25,000, le tiers de cette différence;

d) si la différence excède \$25,000 mais n'excède pas \$100,000, le cinquième de cette différence;

e) si la différence excède \$100,000 mais n'excède pas \$1,000,000, le dixième de cette différence; ou

f) si la différence excède \$1,000,000, le dixième de cette différence.

Toutefois, la déduction permise par l'un des paragraphes a à f du premier alinéa ne doit pas excéder la moitié du revenu net de la corporation avant cette déduction.

Similarly, the taxable difference means the excess of:

(a) the undepreciated portion of the capital cost according to the diminishing balance method of depreciation over

(b) the undepreciated portion of the capital cost according to the straight-line method of depreciation.

23. For the purposes of section 22, the expressions "undepreciated portion of the capital cost according to the straight-line method of depreciation" and "undepreciated portion of the capital cost according to the diminishing balance method of depreciation" have the meaning assigned by the regulations.

24. Where, following the amendment made under the former Corporation Tax Act in computing depreciation, a corporation has a difference deductible from its income for a taxation year beginning after 1961, such corporation, to the extent and on the prescribed conditions, may deduct, in each taxation year, in computing its income, the aggregate or a part of such difference, to the extent that it has not yet been deductible from income for years following 1961, according to the rules hereinafter determined:

(a) if the difference does not exceed \$5,000, the aggregate of such difference;

(b) if the difference exceeds \$5,000 but does not exceed \$10,000, one-half of such difference;

(c) if the difference exceeds \$10,000 but does not exceed \$25,000, one-third of such difference;

(d) if the difference exceeds \$25,000 but does not exceed \$100,000, one-fifth of such difference;

(e) if the difference exceeds \$100,000 but does not exceed \$1,000,000, one-tenth of such difference; or

(f) if the difference exceeds \$1,000,000, one-twelfth of such difference.

However, the deduction allowed by any of paragraphs a to f of the first paragraph must not exceed one-half of the net income of the corporation before such deduction.

25. Lorsqu'une corporation aliène toutes ses immobilisations dans une même année d'imposition, elle peut déduire le solde de la différence admissible en déduction du revenu de cette année, et lorsqu'une corporation aliène toutes les immobilisations d'une même catégorie au cours d'une année d'imposition, elle peut déduire la totalité ou partie du solde de la différence jusqu'à concurrence du montant d'amortissement récupéré.

26. Lorsque, par suite de la modification apportée en vertu de l'ancienne loi de l'impôt sur les corporations au calcul de l'amortissement, une corporation a une différence imposable pour une année d'imposition commençant après 1961, cette corporation doit, dans la mesure et aux conditions prescrites, ajouter dans le calcul de son revenu, chaque année d'imposition, la totalité ou partie de cette différence, dans la mesure où elle n'a pas encore été ajoutée dans le calcul de son revenu pour des années postérieures à 1961, selon les règles ci-après déterminées:

a) si la différence imposable n'excède pas \$1,000, la totalité de cette différence;

b) si la différence excède \$1,000, une partie de cette différence, calculée d'après la méthode de la valeur résiduelle, en utilisant le taux de la catégorie de biens à laquelle peut raisonnablement être attribuée l'origine de la différence; ou

c) si la valeur résiduelle de la différence imposable est inférieure à \$1,000, la totalité de cette valeur résiduelle doit être ajoutée au revenu.

27. Lorsqu'une corporation visée à l'article 26 et ayant une différence imposable ne réclame qu'une partie de l'amortissement auquel elle a droit, le montant qu'elle doit ajouter dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *b* dudit article est égal à la proportion du montant que représente la partie de l'amortissement qu'elle réclame sur l'amortissement total auquel elle a droit.

Cependant, lorsqu'une telle corporation ne réclame pas dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition l'amortissement auquel elle a droit, les dispositions de l'article 26 et du premier alinéa du présent article n'ont pas d'application

25. Where a corporation disposes of all its capital property in a same taxation year, it may deduct the balance of the difference deductible from the income of that year, and where a corporation disposes of all the capital property of a same class during one taxation year, it may deduct the whole or part of the balance of the difference up to the amount of depreciation recaptured.

26. Where, following the amendment made under the former Corporation Tax Act in computing depreciation, a corporation has a taxable difference for a taxation year beginning after 1961, such corporation shall, to the extent and on the prescribed conditions, add in computing its income, each taxation year, all or part of such difference, to the extent that it has not yet been added in computing its income for the years after 1961, according to the rules hereinafter determined:

(a) if the taxable difference does not exceed \$1,000, the total of such difference;

(b) if the difference exceeds \$1,000, a part of such difference, computed according to the method of residual value, by using the rate for the class of property to which the origin of the difference may reasonably be attributed; or

(c) if the residual value of the taxable difference is less than \$1,000, the total of such residual value must be added to the income.

27. Where a corporation contemplated in section 26 and having a taxable difference claims part only of the depreciation to which it is entitled, the amount which it must add in computing its income under paragraph *b* of the said section is equal to the proportion of the amount that the part of the depreciation which it claims is of the aggregate depreciation to which it is entitled.

However, where such corporation does not claim in computing its income for a taxation year the depreciation to which it is entitled, section 26 and the first paragraph of this section do not apply to that same taxation year.

relativement à cette même année d'imposition.

28. Lorsqu'une corporation aliène dans une année d'imposition tous les biens de la catégorie sur laquelle est basé le taux d'amortissement de la différence imposable, ou lorsque la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie devient nulle, elle doit ajouter à son revenu, dans la même année, tout le solde non amorti de la différence imposable.

28. Where a corporation disposes in a taxation year of all the property of the class on which the rate of depreciation of the taxable difference is based, or where the undepreciated portion of the capital cost of the property of such class becomes nil, it must add to its income, in the same year, all the undepreciated balance of the taxable difference.

CHAPITRE IV

BÉNÉFICES D'ASSURANCE-REVENU

29. L'article 37 de la Loi sur les impôts ne s'applique pas aux montants reçus par un contribuable lorsqu'ils lui étaient payables dans le cadre d'un régime visé audit article et établi avant le 19 juin 1971, si la perte de revenu qui y est mentionnée résulte d'un événement survenu avant 1974.

Un régime visé au premier alinéa qui a été établi avant le 19 juin 1971 ne perd pas cette qualité du seul fait qu'il a été modifié à cette date ou par la suite pour devenir conforme aux exigences requises pour permettre à l'employeur des personnes qu'il vise de bénéficier d'une réduction de primes d'assurance-chômage, tel que prévu au paragraphe 4 de l'article 64 de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada).

INCOME INSURANCE BENEFITS

29. Section 37 of the Taxation Act does not apply to amounts received by a taxpayer when they were payable to him under a plan contemplated in the said section and established before the 19th of June 1971, if the loss of income mentioned therein results from an event occurring before 1974.

A plan contemplated in the first paragraph which was established before the 19th of June 1971 shall not lose such quality only because it was changed on such date or thereafter to comply with the requirements to enable the employer of the persons whom it contemplates to benefit from a reduction of unemployment insurance premiums, as provided for in subsection 4 of section 64 of the 1971 Unemployment Insurance Act (Statutes of Canada).

CHAPITRE V

BIENS AMORTISSABLES

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

30. Lorsqu'un contribuable a acquis avant 1972 un bien amortissable d'une catégorie prescrite et en est continuellement resté propriétaire depuis le 31 décembre 1971 jusqu'au moment où il l'a subséquemment aliéné et que le coût en capital de ce bien pour lui est inférieur à sa juste valeur marchande au jour de

CHAPTER IV

INCOME INSURANCE BENEFITS

29. Section 37 of the Taxation Act does not apply to amounts received by a taxpayer when they were payable to him under a plan contemplated in the said section and established before the 19th of June 1971, if the loss of income mentioned therein results from an event occurring before 1974.

A plan contemplated in the first paragraph which was established before the 19th of June 1971 shall not lose such quality only because it was changed on such date or thereafter to comply with the requirements to enable the employer of the persons whom it contemplates to benefit from a reduction of unemployment insurance premiums, as provided for in subsection 4 of section 64 of the 1971 Unemployment Insurance Act (Statutes of Canada).

CHAPTER V

DEPRECIABLE PROPERTY

DIVISION I

GENERAL

30. Where a taxpayer acquired before 1972 depreciable property of a prescribed class and has continually remained the owner of it from the 31st of December 1971 until the time when he has subsequently disposed of it and the capital cost of such property to him is less than its fair market value on valuation day and the

l'évaluation et au produit de son aliénation, calculé sans tenir compte du présent article, les règles suivantes s'appliquent :

a) aux fins des articles 82 à 93 de la Loi sur les impôts, du titre IV du livre III de la partie I de ladite loi ainsi que des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 119 de ladite loi, le contribuable est réputé avoir obtenu à titre de produit de l'aliénation de ce bien un montant égal à l'ensemble de son coût en capital et de l'excédent du produit de l'aliénation, ainsi calculé, du bien, sur sa juste valeur marchande au jour de l'évaluation; et

b) lorsque, par suite d'une ou de plusieurs opérations entre des personnes qui ont entre elles un lien de dépendance, le bien est dévolu à une autre personne :

i. cette dernière est réputée, aux fins des articles, du titre et des règlements visés au paragraphe *a*, l'avoir acquis à un coût en capital égal au produit qui est réputé en avoir été reçu par celui de qui il a été acquis; et

ii. aux fins du présent article, cette autre personne est également réputée avoir acquis le bien avant 1972 à un coût en capital égal à ce qui était celui du contribuable qui le possédait au 31 décembre 1971 et en être continuellement restée propriétaire depuis cette date jusqu'au moment où elle l'a aliéné.

31. L'article 30 ne s'applique pas lorsque l'un ou l'autre des articles 366 ou 370 de la Loi sur les impôts s'applique à l'égard de l'aliénation, par un contribuable, d'une bien amortissable en faveur de son conjoint ou d'une fiducie qui y est visée. Toutefois, lorsque le conjoint ou la fiducie aliène subséquentement ce bien, l'article 30 s'applique comme si le conjoint ou la fiducie, selon le cas, l'avait acquis avant 1972 et en était resté continuellement propriétaire depuis le 31 décembre 1971 jusqu'au moment de l'aliénation subséquente.

32. Lorsque les articles 406 à 415, 423 à 427, 434 à 440, 460, 466 à 477 et 519 de la Loi sur les impôts s'appliquent à une opération par laquelle un contribuable a acquis à un moment donné après 1971 un bien amortissable d'une personne qui l'avait acquis avant 1972 et en était

proceeds of its disposition, computed without regard to this section, the following rules apply :

(a) for the purposes of sections 82 to 93 of the Taxation Act, Title IV of Book III of Part I of the said act and the regulations made under paragraph *a* of section 119 of the said act, the taxpayer is deemed to have obtained as proceeds of the disposition of such property an amount equal to the aggregate of its capital cost and of the excess of the proceeds of the disposition, so computed, of the property, over its fair market value on valuation day; and

(b) where, following one or more transactions between persons not dealing at arm's length, the property devolves to another person :

i. he is deemed, for the purposes of the sections, the title and regulations contemplated in paragraph *a*, to have acquired it at a capital cost equal to the proceeds deemed to have been received by the person from whom it was acquired; and

ii. for the purposes of this section, such other person is also deemed to have acquired the property before 1972 at a capital cost equal to that of the taxpayer who owned it before the 31st of December 1971 and who remained the owner of it without interruption from such date until the time when he disposed of it.

31. Section 30 does not apply when either section 366 or 370 of the Taxation Act applies in respect of the disposition, by a taxpayer, of depreciable property to his spouse or a trust contemplated therein. However, where the spouse or the trust subsequently disposes of such property, section 30 applies as if the spouse or trust, as the case may be, had acquired it before 1972 and had owned it without interruption from the 31st of December 1971 until the time of the subsequent disposition.

32. Where sections 406 to 415, 423 to 427, 434 to 440, 460, 466 to 477 and 519 of the Taxation Act apply to a transaction whereby a taxpayer has acquired at any particular time after 1971 depreciable property from a person who had acquired it before 1972 and owned it without inter-

continuellement restée propriétaire à compter du 31 décembre 1971 jusqu'à ce moment, ce contribuable est réputé, aux fins de l'article 30, avoir acquis ce bien avant 1972 et en avoir été continuellement propriétaire depuis le 31 décembre 1971 jusqu'au moment de son aliénation subséquente.

33. Lorsque, par suite d'une ou plusieurs opérations entre personnes ayant entre elles un lien de dépendance, un bien amortissable a été aliéné par son propriétaire et a été dévolu avant 1972 à un contribuable les règles suivantes s'appliquent pour l'année d'imposition 1972:

a) le paragraphe *a* de l'article 357 ne s'applique pas à cette aliénation;

b) le coût en capital du bien pour le contribuable est réputé être le même que celui du bien pour le propriétaire initial; et

c) lorsque le coût en capital du bien pour ce propriétaire initial excède le coût en capital réel du bien pour le contribuable, l'excédent est réputé avoir été alloué au contribuable à titre d'amortissement pour les années antérieures à l'acquisition du bien par le contribuable.

34. Pour déterminer le revenu d'un contribuable provenant de l'agriculture ou de la pêche pour une année d'imposition, l'article 83 de la Loi sur les impôts ne s'applique pas lorsque le contribuable a aliéné un bien qu'il a acquis avant 1972 à moins qu'il n'ait choisi de déduire pour cette année d'imposition ou une année antérieure un montant à l'égard d'un bien acquis avant 1972 selon les règlements établis sous l'autorité du paragraphe *a* de l'article 119 de la Loi sur les impôts, autre qu'un règlement prévoyant uniquement une allocation aux fins du calcul du revenu provenant de l'agriculture ou de la pêche.

SECTION II

BIENS AMORTISSABLES D'UNE SOCIÉTÉ

35. Dans la présente section, l'expression:

a) « associé » désigne une personne qui, parce qu'elle était membre de la société

rupture from the 31st of December 1971 until that time, such taxpayer is deemed, for the purposes of section 30, to have acquired such property before 1972 and to have owned it without interruption from the 31st of December 1971 until the time of its subsequent disposition.

33. Where, following one or more transactions between persons not dealing at arm's length, depreciable property has been disposed of by its owner and has devolved before 1972 to a taxpayer the following rules apply for the 1972 taxation year:

(a) paragraph *a* of section 357 does not apply to such disposition;

(b) the capital cost of the property to the taxpayer is deemed to be the same as that of the property for the original owner; and

(c) where the capital cost of the property to such original owner exceeds the actual capital cost of the property to the taxpayer, the excess is deemed to have been allowed to the taxpayer as depreciation for the years prior to the acquisition of the property by the taxpayer.

34. To determine the income of a taxpayer from farming or fishing for a taxation year, section 83 of the Taxation Act does not apply where the taxpayer has disposed of a property acquired before 1972 unless he has elected to deduct for that taxation year or for a previous year an amount in respect of a property acquired before 1972 according to the regulations made under paragraph *a* of section 119 of the Taxation Act, other than a regulation providing only for an allowance for purposes of computing income from farming or fishing.

DIVISION II

DEPRECIABLE PROPERTY OF A PARTNERSHIP

35. In this division, the expression:

(a) "partner" means a person who, because he was a member of a partnership

le 31 décembre 1971 et l'avait été sans interruption depuis le 18 juin 1971 ou depuis la création de la société si celle-ci a été créée subséquemment, pouvait raisonnablement être considérée comme ayant eu un intérêt dans des biens de la société le 31 décembre 1971;

b) « coût d'acquisition » des biens amortissables d'une catégorie prescrit appartenant à une société le 31 décembre 1971 pour une personne qui en était membre à cette date désigne l'ensemble de la partie non amortie du coût en capital pour cette personne des biens de cette catégorie au 31 décembre 1971 et de l'amortissement total qui lui a été accordé avant 1972 sur les biens de cette catégorie;

c) « partie non amortie du coût en capital d'une catégorie de biens amortissables pour la société » désigne le montant le moins élevé obtenu après avoir, pour chaque associé, multiplié l'inverse de son pourcentage d'intérêt dans les biens de cette catégorie par l'excédent de la partie non amortie du coût en capital de ces biens pour lui le 31 décembre 1971 sur le montant déterminé en vertu du paragraphe *a* de l'article 39;

d) « pourcentage d'intérêt » d'un membre d'une société dans un bien amortissable d'une catégorie prescrite appartenant à la société le 31 décembre 1971 désigne la proportion exprimée en pourcentage que représente l'intérêt de ce membre dans les biens de cette catégorie sur l'ensemble des intérêts de tous les membres dans les biens de cette catégorie à cette date.

36. Les règles prévues aux articles 37 à 41 s'appliquent, aux fins de la Loi sur les impôts, lorsqu'une société avait le 31 décembre 1971 un bien d'une catégorie prescrite.

37. Le coût en capital du bien visé à l'article 36 pour la société est réputé être cette partie du coût en capital de cette catégorie représentée par le rapport de la juste valeur marchande de ce bien au 31 décembre 1971 sur la juste valeur marchande de tous les biens de cette catégorie à cette date; à cette fin, le coût en capital d'une catégorie de biens est égal au mon-

on the 31st of December 1971 and was a member without interruption from the 18th of June 1971 or from the creation of the partnership if it was created subsequently, could reasonably be deemed as having had an interest in the property of the partnership on the 31st of December 1971;

(b) "acquisition cost" of depreciable property of a prescribed class belonging to a partnership on the 31st of December 1971 for a person who was member of it on that date means the aggregate of the undepreciated portion of the capital cost to such person of the property of such class on the 31st of December 1971 and of the total depreciation allowed to him before 1972 on the property of such class;

(c) "undepreciated capital cost of any class of depreciable property to the partnership" means the lesser amount obtained after having multiplied, for each partner, the reciprocal of his percentage of interest in property of that class by the excess of the undepreciated capital cost of such property to him on the 31st of December 1971 over the amount determined under paragraph *a* of section 39;

(d) "percentage of interest" of a member of a partnership in any depreciable property of a prescribed class owned by the partnership on the 31st of December 1971 means the proportion expressed as a percentage that the interest of such partner in property of that class is of the aggregate of the interests of all the members in the property of that class on such date.

36. The rules provided in section 37 to 41 apply, for the purposes of the Taxation Act, when a partnership had on the 31st of December 1971 property of a prescribed class.

37. The capital cost of the property contemplated in section 36 is deemed to be to the partnership that portion of the capital cost of that class that the fair market value of that property on the 31st of December 1971 is of the fair market value of all the property of that class on such date; for that purpose, the capital cost of a class of property is equal to the

tant le moins élevé obtenu après avoir, pour chaque associé, multiplié son coût d'acquisition des biens de cette catégorie par l'inverse de son pourcentage d'intérêt dans ces biens.

38. Aux fins des articles 82 à 93 et 119 de la Loi sur les impôts et des règlements adoptés sous l'autorité dudit article 119, la partie non amortie du coût en capital des biens de la catégorie visée à l'article 36 à un moment donné après 1971 se calcule comme si l'excédent du coût en capital de cette catégorie pour la société sur la partie non amortie du coût en capital de cette catégorie pour la société avait été accordé à la société, à l'égard des biens de cette catégorie selon les règlements adoptés sous l'autorité du paragraphe *a* de l'article 119 de ladite loi dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures.

39. Dans le cas prévu à l'article 36, un associé peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition 1972 et les suivantes, dans la mesure où il ne l'a pas déduit pour une année antérieure, un montant représentant l'ensemble:

a) du moindre de la partie non amortie du coût en capital pour cet associé des biens de cette catégorie au 31 décembre 1971 ou de l'excédent du coût en capital pour cet associé de tous les biens de la catégorie visée audit article, sur la partie du coût en capital de cette catégorie pour la société correspondant au pourcentage d'intérêt de cet associé dans les biens de cette catégorie; et

b) du montant égal à l'excédent de la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour cet associé le 31 décembre 1971 diminuée du montant visé au paragraphe *a* pour les biens de cette catégorie, sur la portion de la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour la société égale au pourcentage d'intérêt de cet associé dans ces biens.

40. La déduction accordée pour une année en vertu de l'article 39 à un associé peut être réclamée par une personne qui est devenue membre de la société après le 18 juin 1971 et l'est demeurée sans

lesser amount obtained after having multiplied, for each partner, his acquisition cost of the property of that class by the reciprocal of such percentage of interest in that property.

38. For the purposes of sections 82 to 93 and 119 of the Taxation Act and the regulations made under the said section 119, the undepreciated capital cost of the property of the class contemplated in section 36 at any particular time after 1971 is computed as if the excess of the capital cost of that class to the partnership over the undepreciated capital cost of such class to the partnership had been granted to the partnership, in respect of property of that class in accordance with the regulations made under paragraph *a* of section 119 of the said act in computing its income for previous taxation years.

39. In the case contemplated in section 36 a partner may deduct, in computing his income for the 1972 taxation year and the following years, to the extent that he has not deducted it for a previous year, an amount that is the aggregate:

(a) of the lesser of the portion of the undepreciated capital cost to that partner of property of that class on the 31st of December 1971 or of the excess of the capital cost to such partner of all the property of that class contemplated in the said section, over the portion of the capital cost of that class to the partnership corresponding to the percentage of interest of that partner in property of that class; and

(b) of an amount equal to the excess of the portion of the undepreciated capital cost of property of that class to such partner on the 31st of December 1971 less the amount contemplated in paragraph *a* for the property of that class, over the portion of the undepreciated capital cost of property of that class to the partnership equal to the percentage of interest of that partner in such property.

40. The deductions allowed for any year under section 39 to a partner may be claimed by a person who has become a member of the partnership after the 18th of June 1971 and has remained a member

interruption jusqu'au 31 décembre 1971, mais elle ne peut excéder dans ce cas 10 pour cent du montant de l'ensemble décrit à ce paragraphe.

41. Aux fins de l'article 23 de la Loi sur les impôts, la déduction prévue aux articles 39 et 40 est réputée être une déduction permise par le titre VI du livre III de la partie I de ladite loi.

42. Les règles prévues aux articles 43 à 47 s'appliquent, aux fins de la Loi sur les impôts, lorsqu'une société avait le 31 décembre 1971 un bien amortissable autre qu'un bien d'une catégorie prescrite.

43. Le coût en capital du bien visé à l'article 42 pour la société se détermine de la façon prévue à l'article 37 comme si ce bien constituait une catégorie prescrite et comme si le coût d'acquisition du bien pour chaque membre de la société le 31 décembre 1971 était son coût réel ou son coût présumé aux termes des règlements adoptés en vertu de l'ancienne Loi de l'impôt sur les particuliers.

44. Aux fins des articles 82 à 93 et 119 de la Loi sur les impôts et des règlements adoptés sous l'autorité dudit article 119, la partie non amortie du coût en capital d'un bien d'une catégorie à un moment donné après 1971 doit se calculer comme si l'excédent du coût en capital de ce bien pour la société, tel que déterminé à l'article 43, sur le montant déterminé en vertu de l'article 45 avait été accordé à la société à l'égard de ce bien en vertu des règlements adoptés sous l'autorité de l'article 119 de la Loi sur les impôts dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures.

45. Le montant visé à l'article 44 est ce que serait la partie non amortie du coût en capital pour la société d'une catégorie de biens amortissables comprenant le bien visé audit article et est égal au montant le moins élevé obtenu après avoir, pour chaque associé, multiplié l'inverse de son pourcentage d'intérêt dans ce bien par la partie non amortie du coût en

without interruption until the 31st of December 1971, but it shall not exceed in that case 10 per cent of the amount of the aggregate described in that paragraph.

41. For the purposes of section 23 of the Taxation Act, the deduction provided for in sections 39 and 40 is deemed to be a deduction allowed by Title VI of Book III of Part I of the said act.

42. The rules provided in section 43 to 47 apply, for the purposes of the Taxation Act, when a partnership had on the 31st of December 1971 depreciable property other than property of a prescribed class.

43. The capital cost of the property contemplated in section 42 to the partnership is computed in the manner contemplated in section 37 as if that property constituted a prescribed class and as if the cost of acquisition of that property for each member of the partnership on the 31st of December 1971 was its actual cost or its presumed cost under the regulations made under the former Tax Act respecting individuals.

44. For the purposes of sections 82 to 93 and 119 of the Taxation Act and the regulations made under said section 119, the undepreciated capital cost of property of a class at a particular time after 1971 must be computed as if the excess of the capital cost of that property to the partnership, as determined in section 43, over the amount determined under section 45 was allowed to the partnership in respect of that property under the regulations made under section 119 of the Taxation Act in computing its income for previous taxation years.

45. The amount contemplated in section 44 is that which would be the undepreciated capital cost to the partnership of a class of depreciable property including the property contemplated in the said section, and is equal to the lesser amount obtained after having multiplied for each partner, the reciprocal of his percentage of interest in that property by the undepreciated

capital du bien pour lui le 31 décembre 1971.

46. Dans le cas prévu à l'article 42, chaque associé peut déduire dans le calcul de son revenu pour 1972 et les années subséquentes, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour les années d'imposition antérieures, l'excédent de la partie non amortie du coût en capital du bien pour lui le 31 décembre 1971 sur la portion de la partie non amortie du coût en capital du bien pour la société correspondant à son pourcentage d'intérêt dans le bien si ce bien constituait une catégorie prescrite.

47. Aux fins des articles 45 et 46, la partie non amortie du coût en capital d'un bien au 31 décembre pour un associé est l'excédent du coût réel du bien pour lui sur l'ensemble des montants qui lui ont été alloués sur ce bien à titre d'allocation du coût en capital aux fins du calcul de son revenu pour des années d'imposition se terminant avant 1972.

48. Aux fins des articles 45, 46 et 47, un associé comprend toute personne qui était membre de la société le 31 décembre 1971.

49. Aux fins de l'article 23 de la Loi sur les impôts, la déduction visée à l'article 46 est réputée être une déduction permise par le titre VI du livre III de la partie I de ladite loi.

capital cost of that property to him on the 31st of December 1971.

46. In the case contemplated in section 42, each partner may deduct in computing his income for 1972 and subsequent years, to the extent that he has not done so for previous taxation years, the excess of the undepreciated capital cost of that property to him on the 31st of December 1971 over the portion of the undepreciated capital cost of that property to the partnership corresponding to his percentage of interest in that property if such property constituted a prescribed class.

47. For the purposes of sections 45 and 46, the undepreciated capital cost of property on the 31st of December to any partner is the excess of the actual cost of that property to him over the aggregate of the amounts allowed him on such property as a capital cost allowance in computing his income for taxation years ending before 1972.

48. For the purposes of sections 45, 46 and 47, a partner includes any person who was a member of the partnership on the 31st of December 1971.

49. For the purposes of section 23 of the Taxation Act, the deduction contemplated in section 46 is deemed to be a deduction allowed by Title VI of Book III of Part I of the said act.

CHAPITRE VI

BIENS INTANGIBLES ET INTÉRÊTS

50. Lorsqu'un montant visé à l'article 94 devient recevable par un contribuable à l'égard d'une entreprise qu'il a exercée durant toute la période commençant le 1^{er} janvier 1972 et se terminant immédiatement après l'opération qui a occasionné le montant recevable, ce montant est réputé égal au produit obtenu lorsqu'il est multiplié par un pourcentage égal à 40 pour cent plus 5 pour cent pour chaque année de calendrier complète qui s'est terminée dans cette période et avant l'opé-

CHAPTER VI

INTANGIBLE PROPERTY AND INTERESTS

50. Where an amount contemplated in section 94 becomes payable to a taxpayer in respect of a business that he has carried on throughout the period beginning on the 1st of January 1972 and ending immediately after the transaction making that amount payable, such amount is deemed equal to the product obtained when it is multiplied by a percentage equal to 40 per cent plus 5 per cent for each full calendar year that ended in that period and before that transaction, such addi-

ration, sans que ce pourcentage additionnel ne dépasse toutefois 60 pour cent.

51. Lorsque le montant mentionné à l'article 50 est recevable d'une personne qui a un lien de dépendance avec le contribuable y visé, l'excédent du montant recevable sur le produit mentionné audit article est réputé, aux fins du calcul du revenu de cette personne, ne pas être pour elle une dépense, un déboursé, ou un coût selon le cas.

52. Nonobstant l'article 15, les articles 157 à 162 de la Loi sur les impôts s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1971.

Toutefois, les paragraphes *a* et *b* de l'article 158 sont remplacés par les suivants pour la première année d'imposition de la corporation commençant après 1971 et pour celle qui suit:

« *a*) le montant calculé en vertu des règles prescrites aux fins du présent article; sur

b) le montant le plus élevé atteint dans l'année par les dettes impayées de la corporation à des personnes ne résidant pas au Canada. »

CHAPITRE VII

PROFESSIONS LIBÉRALES

53. Dans le présent chapitre, une participation aux investissements dans une entreprise à la fin d'une année d'imposition, signifie, pour un contribuable qui n'est pas une corporation, l'ensemble de chaque montant attribuable à chaque exercice au Canada de cette entreprise par le contribuable seul ou en société et est égal:

a) dans le cas de l'exercice d'une entreprise par un propriétaire unique, à l'excédent de l'ensemble des montants qui étaient inclus dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition ou une année antérieure et étaient à recevoir à la fin de l'exercice financier de cette entreprise se terminant dans l'année d'imposition sur la provision pour créances douteuses réclamées par le contribuable en vertu de l'article 129 de la Loi sur les impôts pour cet exercice financier; ou

tional percentage not however exceeding 60 per cent.

51. Where the amount mentioned in section 50 is payable by a person not dealing at arm's length with the taxpayer contemplated therein, the excess of the amount payable over the product mentioned in the said section is deemed, for the purposes of computing the income of that person, not to be to him an expense, outlay or cost as the case may be.

52. Notwithstanding section 15, sections 157 to 162 of the Taxation Act apply to taxation years beginning after 1971.

However, paragraphs *a* and *b* of section 158 are replaced by the following for the first taxation year of the corporation beginning after 1971 and the following year:

“(a) the amount computed under the rules prescribed for the purposes of this section; to

(b) the highest amount reached in that year by the outstanding debts of the corporation to persons not resident in Canada.”

CHAPTER VII

PROFESSIONS

53. In this chapter, an investment interest in a business at the end of a taxation year means, for a taxpayer who is not a corporation, the aggregate of each amount attributable to each fiscal period in Canada of such business by the taxpayer alone or in partnership and is equal:

(a) in the case of the carrying on of a business by a sole proprietor, to the excess of the aggregate of the amounts that were included in computing his income for the taxation year or a previous year and were receivable at the end of the fiscal period of that business ending in the taxation year over the reserve for doubtful debts claimed by the taxpayer under section 129 of the Taxation Act for such fiscal period; or

b) dans le cas de l'exercice d'une entreprise en société, au prix de base rajusté pour le contribuable de sa participation dans la société immédiatement après la fin de l'exercice financier de la société se terminant dans l'année.

54. Aux fins du présent chapitre, une participation aux investissements dans une entreprise à la fin d'une année d'imposition signifie le moindre de:

a) l'ensemble qui serait déterminé en vertu de l'article 53 si ce dernier s'appliquait à une corporation; ou

b) ses comptes à recevoir en 1971, diminués à un taux de 10 pour cent selon la méthode constante pour chaque année d'imposition se terminant après 1971 et soit avant ou en même temps que l'année d'imposition.

55. Les comptes à recevoir de 1971 d'une entreprise d'un contribuable se calculent, aux fins du présent chapitre, en additionnant:

a) tous les montants qu'il a droit de recevoir aux termes de l'article 203 de la Loi sur les impôts à l'égard de biens vendus ou de services rendus dans l'exercice de cette entreprise, au sens de l'article 205 de ladite loi, au cours d'années d'imposition se terminant avant 1972 et qui n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu pour ces années, à l'exclusion des créances qu'il établit être devenues mauvaises avant la fin de l'exercice financier de 1971 de l'entreprise; et

b) l'ensemble de tous les montants se rapportant à chaque société par laquelle le contribuable a exercé l'entreprise, égal à cette partie, désignée par lui dans sa déclaration fiscale comme lui étant attribuable, des comptes à recevoir de la société déterminés en vertu du paragraphe *a*.

Toutefois, lorsque l'ensemble des parties désignées par tous les associés est inférieur au montant qui est ainsi déterminé pour la société, le ministre peut désigner lui-même la partie des comptes à recevoir de la société qui est attribuable au contribuable, et cette partie est alors réputée constituer la partie désignée par le contribuable.

(b) in the case of the carrying on of a partnership business, to the adjusted cost base to the taxpayer of his interest in the partnership immediately after the end of the fiscal period of the partnership ending in the year.

54. For the purposes of this chapter, investment interest in a business at the end of a taxation year means the lesser of:

(a) the aggregate that would be determined under section 53 if it were to apply to a corporation; and

(b) its 1971 accounts receivable, decreased at the rate of 10 per cent per annum computed on the straight-line method for each taxation year ending after 1971 and either before or at the same time as the taxation year.

55. The 1971 accounts receivable in respect of a business of a taxpayer are computed, for the purposes of this chapter, by adding:

(a) all amounts that he is entitled to receive under section 203 of the Taxation Act in respect of property sold or services rendered in the course of the business, within the meaning of section 205 of the said act, in taxation years ending before 1972 and not included in computing his income for such years, other than the debts that he establishes to have become bad debts before the end of the 1971 fiscal period of the business; and

(b) the aggregate of all amounts in respect of each partnership by means of which the taxpayer carried on that business, equal to such portion as is designated by him in his fiscal return to be attributable to him, of the accounts receivable of the partnership determined under paragraph *a*.

However, where the aggregate of the portions designated by all the partners is less than the amount that is so determined in respect of the partnership, the Minister himself may designate the portion of the accounts receivable of the partnership attributable to the taxpayer, and such portion is then deemed to be the portion designated by the taxpayer.

56. Dans le calcul de son revenu tiré d'une entreprise qui est une profession, pour l'année d'imposition 1972, un contribuable peut déduire l'ensemble des comptes à payer par lui relativement à cette entreprise à la fin de l'exercice financier 1971 de cette dernière, dans la mesure où ces comptes n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année 1971 mais l'auraient été s'ils avaient été payés au cours de cette année.

57. Lorsqu'un contribuable n'a pas fait le choix prévu au paragraphe *c* de l'article 203 de la Loi sur les impôts, pour l'année d'imposition 1972, les travaux en cours au commencement de l'exercice financier de 1972 d'une entreprise qui est une profession doivent être évalués au même montant auxquels ils étaient évalués à la fin de l'exercice financier de 1971 aux fins du calcul de son revenu tiré de cette entreprise pour cette dernière année d'imposition.

58. Dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise qui est une profession pour une année d'imposition se terminant après 1971, les règles suivantes s'appliquent:

a) le contribuable peut déduire le moindre de sa participation aux investissements de cette entreprise ou du montant déduit en vertu du présent paragraphe dans le calcul du revenu de cette entreprise pour l'année d'imposition précédente;

b) dans le cas de l'année d'imposition 1972, le contribuable est réputé, aux fins du paragraphe *a*, avoir déduit pour l'année 1971 un montant égal à l'ensemble des comptes à recevoir de cette entreprise à la fin de l'exercice financier 1971;

c) un montant déduit par le contribuable en vertu du paragraphe *a* doit être inclus dans le calcul de son revenu tiré de cette entreprise pour l'année d'imposition précédente; et

d) le contribuable doit inclure tout montant qu'il reçoit dans l'année sur des créances se rapportant à cette entreprise que le contribuable avait établies être de-

56. In computing his income from a business that is a profession, for the 1972 taxation year, a taxpayer may deduct the aggregate of the accounts payable by him in respect of such business at the end of the 1971 fiscal period of the business, to the extent that they were not deductible in computing his income for the year 1971 but would have been so deductible if he had paid them in that year.

57. Where a taxpayer has not elected under paragraph *c* of section 203 of the Taxation Act, for the 1972 taxation year, work in progress at the commencement of the 1972 fiscal period of a business that is a profession shall be valued at the same amount at which it was valued at the end of the 1971 fiscal period for the purposes of computing his income from that business for such last taxation year.

58. In computing the income of a taxpayer from a business that is a profession, for a taxation year ending after 1971, the following rules apply:

(a) the taxpayer may deduct the lesser of his investment interest in that business and the amount deducted under this paragraph in computing his income from that business for the immediately preceding taxation year;

(b) in the case of the taxation year 1972, the taxpayer is deemed, for the purposes of paragraph *a*, to have deducted for the year 1971 an amount equal to the aggregate of the 1971 accounts receivable of that business at the end of the 1971 fiscal period;

(c) any amount deducted by the taxpayer under paragraph *a* shall be included in computing his income from that business for the immediately preceding taxation year; and

(d) the taxpayer must include every amount which he receives during the year on account of debts in respect of that business, that were established by him to

venues mauvaises avant la fin de l'exercice financier 1971 de cette entreprise.

59. La déduction permise par le paragraphe *a* de l'article 58 ne peut être réclamée pour l'année d'imposition du décès du contribuable, ou pour l'année d'imposition ou celle qui suit, pendant laquelle le contribuable cesse d'être résident au Canada ou, s'il n'était pas résident, pendant laquelle il cesse d'exercer son entreprise.

CHAPITRE VIII

GAINS EN CAPITAL ET PERTES EN CAPITAL

SECTION I

INTERPRÉTATION ET GÉNÉRALITÉS

60. Le jour de l'évaluation, aux fins de la présente loi et de la Loi sur les impôts, signifie le 22 décembre 1971 pour les titres et actions prescrits comme étant émis dans le public, et le 31 décembre 1971 dans le cas de tout autre bien.

61. Aux fins du présent chapitre, la juste valeur marchande au jour de l'évaluation d'un titre ou d'une action prescrit comme étant émis dans le public est réputée être le plus élevé du montant prescrit à cet égard ou de la juste valeur marchande telle que déterminée par ailleurs au même jour.

62. Le présent chapitre ne s'applique pas au calcul du coût d'un bien lorsque l'article 229 de la Loi sur les impôts s'applique à cet égard.

63. Aux fins du présent chapitre:

- a*) une obligation comprend un effet de commerce, un billet, un *mortgage*, une hypothèque ou autre titre de créance; et
- b*) « immobilisation » désigne les biens amortissables du contribuable et ses autres biens à l'occasion de l'aliénation desquels après 1971 tout gain ou perte se traduirait pour lui par un gain en capital ou une perte en capital.

have become bad debts before the end of the 1971 fiscal period of such business.

59. The deduction allowed by paragraph *a* of section 58 shall not be claimed for the taxation year in which the taxpayer dies, or for the next taxation year, in which he ceases to be resident in Canada or, if he was not a resident, in which he ceases to carry on his business.

CHAPTER VIII

CAPITAL GAINS AND LOSSES

DIVISION I

INTERPRETATION AND GENERALITIES

60. Valuation day, for the purposes of this act and the Taxation Act, means the 22nd of December 1971 in relation to securities and shares prescribed as publicly traded, and the 31st of December 1971 in relation to any other property.

61. For the purposes of this chapter, the fair market value on valuation day of a security or share prescribed as publicly traded is deemed to be the greater of the amount prescribed in that regard and the fair market value as otherwise determined on the same day.

62. This chapter does not apply in computing the cost of any property where section 229 of the Taxation Act applies in that regard.

63. For the purposes of this chapter:

- (a)* an obligation includes a bill, note, mortgage, hypothec or any other evidence of indebtedness; and
- (b)* "capital property" means any depreciable property of the taxpayer and his other property any gain or loss from the disposition of which would, if the property were disposed of after 1971, be a capital gain or a capital loss.

64. Le coût amorti d'une obligation pour un contribuable au 1^{er} janvier 1972, aux fins du présent chapitre, est :

a) le principal, si son coût réel pour le contribuable n'est pas inférieur à 95 pour cent et est moindre que 100 pour cent de son principal et si elle a été émise avant le 8 novembre 1969;

b) le coût réel pour lui si ce coût n'est pas inférieur à 105 pour cent et est moindre que 10 pour cent de son principal; et

c) dans les autres cas, le coût réel pour lui plus cette partie de l'excédent de son principal sur son coût réel déterminé sans tenir compte de l'article 71, ou moins cette partie de l'excédent de ce coût réel ainsi déterminé sur ce principal, représentée par la proportion du nombre de mois entiers dans la période commençant le jour où la dernière fois le contribuable a acquis l'obligation et se terminant le jour de l'évaluation sur le nombre de mois entiers dans la période commençant le jour de cette acquisition et se terminant le jour de l'échéance de l'obligation.

65. Aux fins du présent chapitre, le coût réel, pour une personne, d'un bien est son coût pour elle calculé sans tenir compte des dispositions du présent chapitre, mais sujet cependant aux dispositions expresses au contraire qui y sont contenues.

66. Le titre IV du livre III de la partie I de la Loi sur les impôts s'applique à une aliénation de biens faite après 1971, et à une opération ou événement postérieur à 1971 en vertu desquels une aliénation de biens est faite ou est réputée être faite conformément audit titre.

67. Dans les articles 243 et 385 de la Loi sur les impôts, le principal d'une dette ou autre obligation impayée au 1^{er} janvier 1972 est réputé être le moindre du principal, autrement déterminé aux fins de ladite loi, ou de sa juste valeur marchande au jour de l'évaluation.

Dans son application à une telle dette ou autre obligation, l'expression « montant

64. The depreciated cost to a taxpayer of any obligation on the 1st of January 1972, for the purposes of this chapter is:

(a) the principal amount, if its actual cost to the taxpayer is not less than 95 per cent and is less than 100 per cent of its principal amount and if the obligation was issued before the 8th of November 1969;

(b) the actual cost to him if that cost is not less than 105 per cent and is less than 10 per cent of its principal amount; and

(c) in other cases, the actual cost to him plus that portion of the excess of its principal amount over its actual cost determined without regard to section 71, or less that portion of the excess of that actual cost so determined over that principal amount, that the proportion of the number of full months in the period commencing with the day or last time the taxpayer acquired the obligation and ending on valuation day is of the number of full months in the period commencing with the day of such acquisition and ending on the day of maturity of the obligation.

65. For the purposes of this chapter the actual cost to a person of any property is its cost to him computed without regard to the provisions of this chapter but subject however to the express provisions to the contrary contained therein.

66. Title IV of Book III of Part I of the Taxation Act applies to any disposition of property made after 1971 and to any transaction or event later than 1971 whereby any disposition of property is made or deemed to have been made in accordance with the said title.

67. In sections 243 and 385 of the Taxation Act the principal amount of any debt or other obligation outstanding on the 1st of January 1972 is deemed to be the lesser of the principal amount, otherwise determined for the purposes of this act, and its fair market value on valuation day.

In its application to any such debt or other obligation the expression "issue

de l'émission », au paragraphe *a* de l'article 243 de ladite loi doit se lire comme « le moindre du principal ou du montant de l'émission ».

68. Les cinq années d'imposition précédant l'année d'imposition, telles que visées à l'article 246 de la Loi sur les impôts, n'incluent pas une année d'imposition prenant fin avant 1972.

Aux fins des articles 245 à 249 de ladite loi, si l'année d'imposition d'un contribuable chevauche le début de 1972, ce dernier ne doit pas tenir compte dans cette année d'imposition des gains et pertes provenant de l'aliénation, avant 1972, d'un bien quelconque.

69. Aux fins du présent chapitre, un contribuable qui aliène avant 1972 mais après le 18 juin 1971 un bien qui lui appartenait à cette date et rachète dans un délai de trente jours de cette aliénation le même bien ou achète un bien à peu près semblable, est réputé avoir possédé le bien ainsi racheté ou acheté le 18 juin 1971 et par la suite sans interruption jusqu'au moment du rachat ou de l'achat.

Dans le cas du bien racheté, son coût réel ou son coût amorti au 1^{er} janvier 1972 est réputé être le même pour le contribuable que s'il ne l'avait pas aliéné; dans le cas du bien à peu près semblable ainsi acheté, ce coût réel et ce coût amorti sont réputés être au 1^{er} janvier 1972 le coût réel ou le coût amorti, du bien ainsi aliéné à la date de son aliénation.

SECTION II

CALCUL DU PRIX DE BASE RAJUSTÉ D'UNE IMMOBILISATION

70. La présente section s'applique au calcul du prix de base rajusté d'une immobilisation autre qu'une immobilisation amortissable et autre qu'un intérêt dans une société.

71. Dans le calcul du prix de base rajusté d'une immobilisation qui appartenait

price", in paragraph *a* of section 243 of the said act, means "the lesser of the principal amount and the issue price".

68. The five taxation years immediately preceding the taxation year, as contemplated in section 246 of the Taxation Act, do not include any taxation year ending before 1972.

For the purposes of sections 245 to 249 of the said act, if the taxation year of a taxpayer overlaps the beginning of 1972, he shall not take into account in such taxation year the gains and losses from the dispositions before 1972 of any property.

69. For the purposes of this chapter, a taxpayer who disposes before 1972 but after the 18th of June 1971 of any property which he owned on such date and redeems within a delay of thirty days after that disposition the same property or purchases a property almost similar thereto, is deemed to have owned on the 18th of June 1971 the property so redeemed or purchased and thereafter without interruption until the time of redemption or purchase.

In the case of the property redeemed, its actual cost or its depreciated cost on the 1st of January 1972 is deemed to be the same to the taxpayer as if he had not disposed of it; in the case of the property so purchased that is almost similar, that actual cost and that depreciated cost are deemed to be on the 1st of January 1972 the actual cost or the depreciated cost of the property so disposed of on the date of its disposition.

DIVISION II

COMPUTATION OF THE ADJUSTED COST BASE OF CAPITAL PROPERTY

70. This division applies to the computation of the adjusted cost base of capital property other than depreciable capital property and other than any interest in a partnership.

71. In computing the adjusted cost base of any capital property that was

au contribuable le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'au moment de son aliénation, le coût pour le contribuable de cette immobilisation est réputé être le montant qui n'est ni le plus élevé, ni le moindre des trois montants suivants:

a) son coût réel ou, dans le cas d'une obligation, son coût amorti au 1^{er} janvier 1972;

b) sa valeur marchande au jour de l'évaluation; ou

c) l'excédent de l'ensemble du produit de l'aliénation de l'immobilisation et des montants dont l'article 238 de la Loi sur les impôts exige la déduction dans le calcul du prix de base rajusté pour le contribuable immédiatement avant l'aliénation sur l'ensemble des montants dont l'article 237 de ladite loi exige l'inclusion dans ce calcul au même moment.

Toutefois, si les montants déterminés en vertu de plus d'un des paragraphes *a* à *c* sont identiques, ce montant identique est alors réputé constituer le coût de l'immobilisation pour le contribuable.

De même, dans le calcul du prix de base rajusté de cette immobilisation à un moment donné avant son aliénation par le contribuable, le coût de l'immobilisation est celui qui serait déterminé en vertu du présent article comme s'il l'avait aliéné à ce moment et comme si le produit de l'aliénation avait été égal à sa juste valeur marchande au même moment.

72. Lorsqu'une immobilisation visée à l'article 70 et appartenant à un contribuable, ci-après appelé premier propriétaire, le 18 juin 1971 est dévolue à un propriétaire subséquent à la suite d'une ou de plusieurs opérations entre des personnes qui ont un lien de dépendance, les règles suivantes s'appliquent au calcul, à un moment donné après 1971, du prix de base rajusté de l'immobilisation pour le propriétaire subséquent, si le premier propriétaire n'a pas fait le choix visé à l'article 73 à l'égard de cette immobilisation:

a) l'immobilisation est réputée avoir appartenu au propriétaire subséquent le 18 juin 1971 et par la suite sans interruption jusqu'au moment donné;

owned by the taxpayer on the 31st of December 1971 and thereafter without interruption until such time as he disposes of it, the cost to him of such capital property is deemed to be the amount that is neither the greatest nor the least of the following three amounts, namely:

(a) its actual cost or, in the case of an obligation, its amortized cost on the 1st of January 1972;

(b) its market value on valuation day; or

(c) the excess of the aggregate of the proceeds of the disposition of capital property and of the amounts required to be deducted by section 238 of the Taxation Act in computing the adjusted cost base to the taxpayer immediately before the disposition, over the aggregate of the amounts required to be included by section 237 of the same act in such computation at the same time.

However, if the amounts determined under more than one of paragraphs *a* to *c* are identical, such identical amount is then deemed to be the cost of the capital property to the taxpayer.

Likewise, in computing the adjusted cost base of such capital property at a particular time before it is disposed of by the taxpayer, the cost of the capital property is the cost that would be determined under this section as if he had disposed of it at that time and as if the proceeds of the disposition had been equal to its fair market value at the same time.

72. Where any capital property contemplated in section 70 and owned by a taxpayer, hereinafter called the original owner, on the 18th of June 1971 devolves to any subsequent owner by one or more transactions between persons not dealing at arm's length, the following rules apply in computing, at any particular time after 1971, the adjusted cost base of the capital property to the subsequent owner if the original owner has not elected as contemplated in section 73 in respect of such capital property:

(a) such capital property is deemed to have been owned by the subsequent owner on the 18th of June 1971 and thereafter without interruption until the particular time;

b) aux fins du présent chapitre, le coût réel de l'immobilisation ou, dans le cas d'une obligation, son coût amorti au 1^{er} janvier 1972, sont réputés être les mêmes pour le propriétaire subséquent que pour le premier propriétaire; et

c) au moment où l'immobilisation a été dévolue, après 1971, au propriétaire subséquent, ce dernier doit ajouter l'excédent de son coût réel sur le coût de l'immobilisation pour le premier propriétaire, ou, s'il en est inférieur, il doit déduire la différence.

Aux fins du présent article, une fusion, au sens de de l'article 422 de la Loi sur les impôts, est réputée constituer une opération entre des personnes qui ont un lien de dépendance.

73. Sauf dans le cas de l'article 72, un particulier peut choisir que le coût de toutes les immobilisations visées à l'article 71 soit réputé en être la juste valeur marchande au jour de l'évaluation.

Ce choix ne vaut que pour une immobilisation qu'il possède le 31 décembre 1971 et que s'il est fait dans la forme prescrite au plus tard le jour où il doit produire une déclaration fiscale en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts pour sa première année d'imposition dans laquelle il aliène une telle immobilisation.

74. Dans le calcul, à un moment donné après 1971, du prix de base rajusté d'une immobilisation visée à l'article 71 que le contribuable possédait le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à ce moment, les règles suivantes s'appliquent si l'immobilisation faisait partie d'un groupe de biens identiques qu'il possédait à cette date:

a) l'article 239 de la Loi sur les impôts ne s'applique pas;

b) lorsque l'immobilisation est une obligation, aux fins des paragraphes a et b de l'article 71, son coût amorti pour le contribuable au 1^{er} janvier 1972 et sa juste valeur marchande au jour de l'évaluation sont réputés être respectivement cette partie de l'ensemble des coûts amortis pour lui à cette date ou de la juste valeur marchande à ce jour de toutes les obligations de ce groupe représentées par le rapport du prin-

(b) for the purposes of this chapter, the actual cost of the capital property or, in the case of an obligation, its amortized cost on the 1st of January 1972, is deemed to be the same for the subsequent owner as for the original owner; and

(c) at the time when the capital property has devolved, after 1971, to the subsequent owner, he shall add the excess of its actual cost over the cost of the capital property to the original owner or, if it is lower, he shall deduct the difference.

For the purposes of this section an amalgamation, within the meaning of section 422 of the Taxation Act is deemed to be a transaction between two persons not dealing at arm's length.

73. Except in the case of section 72, an individual may elect that the cost of all capital property contemplated in section 71 is deemed to be the fair market value on valuation day.

Such election applies only to capital property that he owns on the 31st of December 1971 and only if it is made in the prescribed form not later than the day on which he must file a fiscal return under Part I of the Taxation Act for his first taxation year in which he disposes of such capital property.

74. In computing, at any particular time after 1971, the adjusted cost base of any capital property contemplated in section 71 that was owned by the taxpayer on December 31, 1971 and thereafter without interruption until that time, if the property was one of a group of identical properties owned by him on that date the following rules apply:

(a) section 239 of the Taxation Act does not apply;

(b) where the property is an obligation, for the purpose of paragraphs a and b of section 71, its amortized cost to the taxpayer on January 1, 1972 and its fair market value on valuation day are deemed respectively that proportion of the aggregate of the amortized costs to him at that date or of the fair market value on that day of all obligations of that group that the principal amount of the obligation

principal de l'obligation sur celui de toutes les obligations de ce groupe;

c) lorsque l'immobilisation n'est pas une obligation, aux fins des paragraphes *a* et *b* de l'article 71, le coût réel pour le contribuable de l'immobilisation est réputé être le montant obtenu après avoir divisé le coût réel pour lui ou la juste valeur marchande, selon le cas, de toutes les immobilisations de ce groupe par le nombre de ces immobilisations; et

d) afin de distinguer une telle immobilisation d'un autre bien qui lui serait autrement identique et qui est acquis et aliéné par le contribuable avant 1972, ce dernier est réputé avoir aliéné les biens qu'il a acquis à un moment quelconque avant d'acquérir un autre bien après ce moment; de même, pour la distinguer d'un autre bien qui lui serait autrement identique et qui est acquis par le contribuable après 1971, ce dernier est réputé avoir aliéné en premier lieu les biens qu'il possédait le 31 décembre 1971 avant de l'acquérir.

SECTION III

CALCUL DU PRIX DE BASE RAJUSTÉ D'UN INTÉRÊT DANS UNE SOCIÉTÉ

75. Aux fins du calcul, à un moment quelconque, après 1971, du prix de base rajusté d'un intérêt dans une société dont il était membre le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à ce moment, le coût pour le contribuable de cet intérêt est réputé être le montant qui n'est ni le plus élevé, ni le moindre des trois montants suivants:

a) le coût réel pour le contribuable, de son intérêt à ce moment;

b) le montant déterminé en vertu de l'article 76, à ce moment; et

c) l'excédent de l'ensemble de la juste valeur marchande de l'intérêt à ce moment et des montants dont l'article 238 de la Loi sur les impôts exige la déduction dans le calcul du prix de base rajusté pour le contribuable immédiatement avant le moment donné sur l'ensemble des montants dont l'article 237 de ladite loi exige l'inclusion dans ce calcul au même moment.

is of the principal amount of all the obligations of that group;

(c) where the property is not an obligation, for the purposes of paragraphs *a* and *b* of section 71, the actual cost to the taxpayer of the capital property is deemed the quotient obtained when the aggregate of the actual costs to him or the fair market value, as the case may be, of all capital properties of that group is divided by the number of capital properties of that group; and

(d) for the purpose of distinguishing any such capital property from an otherwise identical property acquired and disposed of by the taxpayer before 1972, he is deemed to have disposed of the properties he acquired at a particular time before acquiring another property after that time; likewise, for the purpose of distinguishing it from an otherwise identical property acquired by the taxpayer after 1971, he is deemed to have first disposed of properties owned by him on December 31, 1971 before acquiring it.

SECTION III

COMPUTATION OF THE ADJUSTED COST BASE OF AN INTEREST IN A PARTNERSHIP

75. For the purpose of computing, at any particular time after 1971, the adjusted cost base to a taxpayer of an interest in a partnership of which he was a member on December 31, 1971 and there after without interruption until that time, the cost to him of the interest shall be deemed to be the amount that is neither the greatest nor the least of the following three amounts, namely:

(a) the actual cost of the interest to the taxpayer at that time;

(b) the amount determined under section 76 at that time; and

(c) the amount by which the aggregate of the fair market value of the interest at that time and the amounts required by section 238 of the Taxation Act to be deducted in computing the adjusted cost base to the taxpayer immediately before the particular time exceeds the aggregate of the amounts required by section 237 of the said act to be deducted in that computation at the same time.

Toutefois, si les montants déterminés en vertu de plus d'un des alinéas *a* à *c* sont les mêmes, ils sont alors réputés constituer le prix de cet intérêt pour le contribuable.

76. Le montant visé au paragraphe *b* de l'article 75 à l'égard d'un contribuable à un moment donné est l'excédent, sur l'ensemble calculé en vertu de l'article 77, de l'ensemble de:

a) sa part, telle que déterminée au début du premier exercice financier de la société prenant fin après 1971, de la masse fiscale de la société à ce moment;

b) la partie de l'apport de capital par le contribuable dans la société, sauf un prêt, si cette partie de l'apport ne peut pas raisonnablement être considérée comme une donation faite à un autre membre de la société lié au contribuable ou pour le bénéfice d'un tel membre, et si cette partie de l'apport a été faite avant 1972 et après le début de la première année fiscale de la société prenant fin après 1971; et

c) le montant d'une contrepartie que le contribuable devait payer après 1971 à une autre personne pour l'acquisition, après 1971, d'un droit dans la société, si le seul but de cette acquisition était d'accroître son intérêt dans la société.

77. L'ensemble des montants visés à l'article 76 devant être calculé en vertu du présent article est l'ensemble de:

a) tous les montants reçus par le contribuable avant 1972 et après le début du premier exercice financier prenant fin après 1971 selon sa part dans les profits ou le capital de la société; et

b) tous les montants attribuables à l'aliénation par le contribuable entre 1971 et le moment visé à l'article 76 d'une partie de son intérêt dans la société, égal à cette partie du prix de base rajusté pour lui de son intérêt immédiatement avant l'aliénation qui peut raisonnablement être attribuée à la partie aliénée de l'intérêt.

78. Lorsqu'un contribuable a acquis un intérêt dans une société d'une autre

However, if two or more of the amounts determined under paragraphs *a* to *c* are the same, that amount is deemed to be the cost of that interest to the taxpayer.

76. The amount contemplated in paragraph *b* of section 75 in respect of a taxpayer at a particular time is the amount by which the aggregate computed under section 77 is exceeded by:

(a) his share, determined at the commencement of the first fiscal period of the partnership ending after 1971, of the tax equity of the partnership at that time;

(b) such part of any contribution of capital made by the taxpayer to the partnership, otherwise than by way of loan, before 1972 and after the commencement of the partnership's first fiscal period ending after 1971, as cannot reasonably be regarded as a gift made to, or for the benefit of, any other member of the partnership related to the taxpayer; and

(c) the amount of any consideration that became payable by the taxpayer after 1971 to any other person to acquire, after 1971, any right in respect of the partnership, the sole purpose of the acquisition of which was to increase his interest in the partnership.

77. The aggregate of the amounts contemplated in section 76 that is to be computed under this section is the aggregate of:

(a) all amounts received by the taxpayer before 1972 and after the commencement of the partnership's first fiscal period ending after 1971 according to his share of the partnership profits or partnership capital; and

(b) all amounts attributable to the disposition by the taxpayer after 1971 and the time contemplated in section 76 of a part of his interest in the partnership, equal to such portion of the adjusted cost base to him of the interest immediately before the disposition as may reasonably be regarded as attributable to the part of the interest so disposed of.

78. Where a taxpayer has, before 1972 and after the commencement of the first

personne avant 1972 et après le début du premier exercice financier de la société prenant fin après 1971, les articles 76 et 77 s'appliquent comme si aux fins des paragraphes *a* et *b* de l'article 76 et du paragraphe *a* de l'article 77, le contribuable était à l'égard de cet intérêt, durant toute la période commençant avec le début de cet exercice financier et prenant fin au moment de l'acquisition, dans la même position en ce qui concerne la société que celle dans laquelle il aurait été s'il avait possédé cet intérêt durant toute cette période.

79. Aux fins du calcul, à un moment donné après 1971, du prix de base rajusté pour un contribuable d'un intérêt dans une société dont il était membre le 31 décembre 1971, et par la suite sans interruption jusqu'à ce moment, l'article 238 de la Loi sur les impôts est réputé exiger la déduction du moindre de :

a) l'excédent de tous les montants déterminés en vertu du paragraphe *a* de l'article 77 sur l'ensemble des montants déterminés en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 76, ou de

b) l'excédent de l'ensemble des montants déterminés à ce moment à l'égard de cet intérêt en vertu de l'article 82, sur l'ensemble de ceux ainsi déterminés en vertu de l'article 81.

80. Aux fins du calcul, à un moment donné après 1971, du prix de base rajusté pour un contribuable d'un intérêt dans une société dont il était membre le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à ce moment, les mots « à l'égard du revenu », au sous-paragraphe *i* du paragraphe *g* de l'article 237 de la Loi sur les impôts, doivent se lire; « à l'égard des articles 94 à 98 ou du revenu ».

De même, on doit ajouter, dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe *i* de l'article 238 de ladite loi, après le chiffre « 270 », l'expression « ainsi que les dispositions de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts relatives aux articles 94 à 98 ».

81. Aux fins du présent chapitre, le coût réel pour un contribuable d'un intérêt, à un moment donné après 1971, dans

fiscal period of a partnership ending after 1971, acquired an interest in the partnership from another person, sections 76 and 77 are applicable as if, for the purposes of paragraphs *a* and *b* of section 76 and paragraph *a* of section 77, the taxpayer had in respect of the interest, throughout the period commencing at the commencement of that fiscal period and ending at the time he acquired the interest, the same position in relation to the partnership as that which he would have had in relation thereto if, throughout that period, he had been the owner of the interest.

79. For the purpose of computing, at any particular time after 1971, the adjusted cost base to a taxpayer of an interest in a partnership of which he was a member on December 31, 1971 and thereafter without interruption until that time, section 238 of the Taxation Act is deemed to require the deduction of the lesser of:

(a) the amount by which all amounts determined under paragraph *a* of section 72 exceed the aggregate of the amounts determined under paragraphs *a* and *b* of section 76, and

(b) the amount by which all the amounts determined as of that time in respect of that interest under section 82 exceed the aggregate of those determined under section 81.

80. For the purpose of computing, at any particular time after 1971, the adjusted cost base to a taxpayer of an interest in a partnership of which he was a member on December 31, 1971 and thereafter without interruption until that time, the words "in respect of income" in subparagraph *i* of paragraph *g* of section 237 of the Taxation Act shall be read: "in respect of sections 94 to 98 or of income".

Similarly, there shall be added after the number "270" in subparagraph *i* of paragraph *i* of section 238, the words "or of those provisions of the Act respecting the application of the Taxation Act that regard sections 94 to 98".

81. For the purposes of this chapter, the actual cost of an interest to a taxpayer, at any particular time after 1971, in a

une société dont il était membre le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à ce moment est l'excédent, sur l'ensemble visé à l'article 82, du total des montants suivants:

a) le coût de cet intérêt à ce moment, calculé sans tenir compte des dispositions du présent chapitre;

b) tous les montants relatifs à un exercice financier de la société prenant fin avant 1972, égaux à l'ensemble:

i. de ce qu'aurait été le revenu du contribuable provenant de la société pour l'année d'imposition de celui-ci pendant laquelle l'exercice financier de la société prend fin, si l'ancienne Loi de l'impôt sur les corporations s'était appliquée sans tenir compte de l'article 10 de ladite loi; et

ii. de la part du contribuable, à la fin de cet exercice, dans tous les profits de la société provenant de l'aliénation durant cet exercice d'une immobilisation, dans la mesure où ces profits n'ont pas été inclus dans le calcul du revenu ou de la perte provenant de la société pour l'un de ses membres;

c) lorsque le contribuable a fait un apport de capital à la société avant 1972 autrement que par un prêt, la partie de cet apport qui ne peut pas raisonnablement être considérée comme un don au bénéfice d'un autre membre de la société qui lui est lié; et

d) lorsque, par le moyen de la société, le contribuable a exercé une profession, le montant auquel ses comptes à recevoir, au sens de l'article 55, se seraient élevés à cet égard si, avant 1972, il n'avait exercé d'entreprise autrement que par le moyen de cette société.

82. L'ensemble qui doit être déduit du total des montants visés à l'article 79 est l'ensemble de:

a) tous les montants relatifs à l'aliénation d'une part de l'intérêt du contribuable dans la société, égaux à la partie de son coût réel pour lui de son intérêt, si l'aliénation a eu lieu avant 1972, ou, dans les autres cas, égaux à la partie de son prix de base rajusté de cet intérêt immédiatement avant l'aliénation, qui peuvent

partnership of which he was a member on the 31st of December 1971 and thereafter without interruption until that time, is the excess over the aggregate mentioned in section 82, of the aggregate of the following amounts:

(a) the cost of that interest at that time, computed without regard to the provisions of this chapter;

(b) all amounts in relation to any fiscal period of the partnership ending before 1972, equal to the aggregate:

i. of that which would have been the income of the taxpayer from the partnership for his taxation year during which the fiscal period of the partnership ends, if the former Corporation Tax Act had applied without regard to section 10 of the said act; and

ii. of the share of the taxpayer, at the end of that fiscal period, in all the profits of the partnership from the disposition during that fiscal period of capital property, to the extent that such profits were not included in computing the income or loss from the partnership for any of its members;

(c) where the taxpayer has made a contribution of capital to the partnership before 1972 otherwise than by way of loan, the portion of such contribution that cannot reasonably be regarded as a gift made for the benefit of any other member of the partnership related to him; and

(d) where, through the partnership, the taxpayer has practiced a profession, the amount to which his accounts receivable, within the meaning of section 55, would have increased in this regard if, before 1972, he had carried on no business otherwise than by means of that partnership.

82. The aggregate that must be deducted from the total of the amounts contemplated in section 79 is the aggregate of:

(a) all the amounts relating to the disposition of a share of the taxpayer's interest in a partnership, equal to the part of the actual cost to him of his interest, if the disposition occurred before 1972, or, in other cases, equal to that part of his adjusted cost price of such interest immediately before the disposition, which

raisonnablement être attribués à la part ainsi aliénée;

b) tous les montants relatifs à un exercice financier de la société prenant fin avant 1972, égaux à l'ensemble:

i. de ce qu'aurait été la perte du contribuable provenant de la société pour l'année d'imposition de celui-ci pendant laquelle l'exercice financier de la société prend fin, si l'ancienne Loi de l'impôt sur les corporations s'était appliquée sans tenir compte de l'article 10 de ladite loi;

ii. de la part du contribuable, à la fin de cet exercice, dans les pertes de la société découlant de l'aliénation d'une immobilisation durant cet exercice, dans la mesure où ces pertes n'ont pas été incluses dans le calcul de la perte ou du revenu provenant de la société pour l'un de ses membres; et

iii. de la part du contribuable, à la fin de cet exercice, dans les frais d'exploration et de mise en valeur, y inclus les frais d'études géologiques et géophysiques encourus par la société pendant qu'il en était membre, ou pour l'exploration et le forage pour découvrir du pétrole ou du gaz naturel au Canada, si tels frais ont été encourus dans cet exercice dans la mesure prescrite par règlement; et

c) tous les montants reçus par le contribuable avant 1972 selon sa part des revenus ou du capital de la société.

83. La masse fiscale d'une société, à un moment donné, est l'excédent, sur l'ensemble visé à l'article 84, du total des montants suivants:

a) le montant d'argent en main de la société au début de son premier exercice financier se terminant après 1971;

b) le coût indiqué pour elle, au début de cet exercice financier, de tout bien de la société autre qu'une immobilisation ou qu'une immobilisation intangible;

c) un montant relatif à un bien autre qu'un bien amortissable qui était une immobilisation de la société au début de cet exercice financier égal:

i. au produit de l'aliénation de ce bien, s'il y a eu aliénation avant 1972;

may reasonably be attributed to the share so disposed of;

(b) all the amounts relating to the fiscal period of the partnership ending before 1972, equal to the aggregate of:

i. what would have been the loss of the taxpayer from the partnership for his taxation year in which the fiscal period of the partnership ends, if the former corporation tax act had applied without regard to section 10 of the said act;

ii. the taxpayer's share at the end of that fiscal period, of the losses of the partnership from the disposition of a capital property during that fiscal period, to the extent that those losses have not been included in computing the loss or income from the partnership for one of its members; and

iii. the taxpayer's share, at the end of that fiscal period, in the exploration and development expenses, including the general geological and geophysical expenses incurred by the partnership while he was a member of it, or in respect of exploring or drilling for petroleum or natural gas in Canada, if those expenses were incurred during such fiscal period to the extent prescribed by regulation; and

(c) all the amounts received by the taxpayer before 1972 according to his share of the capital income of the partnership.

83. The fiscal equity of a partnership, at a particular time, is the excess over the aggregate contemplated in section 84 of the aggregate of the following amounts

(a) the amount of any money of the partnership on hand at the commencement of its first fiscal period ending after 1971;

(b) the cost amount to it, at the commencement of that fiscal period, of any partnership property other than capital property or intangible capital property;

(c) an amount in respect of any property other than depreciable property that was, at the commencement of that fiscal period, capital property of the partnership equal to:

i. the proceeds of disposition of that property, if there was a disposition before 1972;

ii. au coût du bien pour la société, tel que déterminé au présent chapitre aux fins du calcul du prix de base rajusté du bien immédiatement avant son aliénation, s'il y a eu aliénation après 1971 et avant le moment donné; et

iii. dans les autres cas, au coût du bien, pour la société, tel que déterminé au présent chapitre aux fins du calcul du prix de base rajusté du bien immédiatement avant le moment donné;

d) un montant à l'égard de toute catégorie prescrite de biens amortissables de la société égal à l'excédent de la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie au 1^{er} janvier 1972 sur le coût en capital des biens de cette catégorie acquis par la société après le début de cet exercice financier et avant 1972;

e) un montant à l'égard de tout bien qui était un bien amortissable d'une catégorie prescrite de la société au début de cet exercice financier égal:

i. à l'excédent du moindre du produit de son aliénation ou de son coût en capital sur la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie au moment de l'aliénation, si elle a eu lieu avant 1972;

ii. à l'excédent du moindre du produit de son aliénation ou de sa juste valeur marchande au jour de l'évaluation sur son coût en capital pour la société, si l'aliénation a eu lieu après 1971 et avant le moment donné; et

iii. dans les autres cas, à l'excédent du moindre de sa juste valeur marchande au jour de l'évaluation ou de celle au moment donné sur son coût en capital pour la société; ou

f) un montant à l'égard d'une entreprise exploitée par la société dans son exercice financier 1971 et par la suite sans interruption jusqu'au moment donné, égal au pourcentage, décrit au paragraphe b de l'article 84, du montant d'immobilisation intangible, au sens des articles 94 à 98 de la Loi sur les impôts, à l'égard de l'entreprise, calculés sans tenir compte de l'article 50, qui serait devenu payable à la so-

ii. the cost of the property of the corporation, as determined in this chapter for the purpose of computing the adjusted cost base of the property immediately before its disposition, if there was a disposition after 1971 and before the particular time; and

iii. in other cases, to the cost of the property to the partnership, as determined in this chapter for the purpose of computing the adjusted cost base of the property immediately before the particular time;

(d) an amount in respect of any prescribed class of depreciable property of the partnership equal to the excess of the undepreciated capital cost of the property of that class on the 1st of January 1972 over the capital cost of the property of that class acquired by the partnership after the commencement of that fiscal period and before 1972;

(e) an amount in respect of any property that was depreciable property of a prescribed class of the partnership at the commencement of that fiscal period equal to:

i. the excess of the lesser of the proceeds of its disposition and of its capital cost over the undepreciated portion of the capital cost of the property of that class at the time of disposition, if it occurred before 1972;

ii. the excess of the lesser of the proceeds of its disposition and of its fair market value on valuation day over its capital cost to the partnership, if the disposition occurred after 1971 and before the particular time; and

iii. in other cases, the excess of the lesser of its fair market value on valuation day and that at the particular time over its capital cost to the partnership; or

(f) an amount in respect of a business carried on by the partnership in the 1971 fiscal year and thereafter without interruption until the particular time, equal to the section 84, of the intangible capital amount, within the meaning of sections 94 to 98 of the Taxation Act, in respect of the business, computed without regard to section 50, which would have become payable to the partnership if it had dispos-

ciété si celle-ci avait aliéné son entreprise à sa juste valeur marchande à ce moment.

§4. Aux fins de l'article 83.

a) l'ensemble qui y est visé est celui des dettes dues par la société ou de toute obligation pour elle de payer un montant, si elles sont impayées au début du premier exercice financier de la société se terminant après 1971, moins la partie de ces dettes et obligations qui auraient été admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour cet exercice financier si elles avaient été acquittées pendant cet exercice;

b) le pourcentage qui est mentionné au paragraphe *f* est égal à 60 pour cent moins le pourcentage obtenu en multipliant 5 pour cent par le nombre d'années complètes se terminant après 1971 et avant le moment donné; et

c) « immobilisation intangible » désigne les biens d'un contribuable dont l'aliénation, après 1971, produirait un montant qui constituerait un montant d'immobilisation intangible au sens des articles 94 à 98 de la Loi sur les impôts.

CHAPITRE IX

FRAIS D'EXPLORATION ET DE MISE EN VALEUR

§5. Le présent chapitre s'applique à une personne qui exerce une des activités suivantes:

a) la production, le raffinage ou la mise en marché du pétrole, de ses dérivés ou de gaz naturel, ou la recherche du pétrole ou du gaz naturel par exploration ou forage;

b) l'exploration ou l'exploitation minière;

c) le traitement du minerai pour en extraire des métaux;

d) une combinaison du traitement du minerai pour en extraire des métaux et du traitement des métaux extraits de ce minerai;

e) l'affinage des métaux; ou

f) l'exploitation d'un pipe-line servant au transport du pétrole ou du gaz naturel.

§6. Toute personne qui exerce ou a exercé l'une des activités visées à l'article 85 peut déduire dans le calcul de son

ed of its business at that time at its fair market value at that time.

§4. For the purposes of section 83:

(a) the aggregate contemplated therein is that of the debts owing by the partnerships or of any obligation for it to pay an amount, if they are outstanding at the commencement of the first fiscal period of the partnerships ending after 1971, less the part of such debts and obligations that would have been deductible in computing his income for that fiscal period if they had been discharged before such fiscal period;

(b) the percentage mentioned in paragraph *f* is equal to 60 per cent less the percentage obtained by multiplying 5 per cent by the number of full years ending after 1971 and before the particular time; and

(c) "intangible capital property" means the property of a taxpayer the disposition of which, after 1971, would produce an amount which would constitute an intangible capital amount within the meaning of sections 94 to 98 of the Taxation Act.

CHAPTER IX

EXPLORATION AND DEVELOPMENT EXPENSES

§5. This chapter applies to a person who carries on one of the following activities:

(a) production, refining or marketing of petroleum, petroleum derivatives or natural gas, or exploring or drilling for petroleum or natural gas;

(b) mining exploration or operations;

(c) processing mineral ores to recover metals therefrom;

(d) a combination of processing mineral ores to recover metals therefrom and processing metals recovered from such mineral ores;

(e) refining metals; or

(f) operating a pipeline for the transmission of oil or natural gas.

§6. Any person who carries on or has carried on any of the activities contemplated in section 85 may deduct in com-

revenu pour une année d'imposition les frais d'exploration et de mise en valeur visés à l'article 87 qu'elle a engagés au Canada avant 1972 dans la mesure et aux conditions prescrites.

87. Les frais visés à l'article 86 sont ceux qui sont prescrits parmi les frais suivants:

- a)* les frais d'exploration ou de forage, y compris les frais généraux d'études géologiques ou géophysiques, engagés pour l'exploration ou le forage faits pour du pétrole ou du gaz naturel au Canada;
- b)* les frais de prospection, d'exploration ou de mise en valeur engagés dans la recherche de minéraux au Canada.

88. Le montant reçu par une corporation dont l'entreprise principale consiste dans l'une des activités visées à l'article 85 en contrepartie de l'aliénation avant 1972 d'un droit, permis ou privilège d'exploration, de forage ou d'extraction au Canada de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés, à l'exception du charbon, doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'exercice financier pendant lequel il a été reçu.

89. L'article 88 s'applique également au montant reçu par un particulier et par une corporation autre que celle visée à l'article 88 si, au moment de l'acquisition du droit, permis ou privilège, elle était une corporation visée audit article ou une association, société ou syndicat formé pour explorer ou forer pour du pétrole ou du gaz naturel.

90. Aux fins des articles 88 et 89:

a) lorsqu'une association, société ou syndicat décrits à l'article 89, ou une corporation ou un particulier aliène un intérêt dans un terrain qui comprend un droit, permis ou privilège décrit à l'article 88 et acquis en vertu d'une entente, contrat ou arrangement y décrit, le produit de l'aliénation de cet intérêt est réputé être le produit de l'aliénation de ce droit, permis ou privilège; et

b) lorsque une telle association, société ou corporation ou un tel syndicat ou indi-

puting his income for a taxation year the exploration or development expenses contemplated in section 87 that he has incurred in Canada before 1972 to the extent and on the conditions prescribed.

87. The expenses contemplated in section 86 are those prescribed for the following expenses;

- (a)* drilling and exploration expenses, including all general geological and geophysical expenses, incurred for exploring or drilling for petroleum or natural gas in Canada;
- (b)* prospecting, exploration and development expenses incurred in searching for minerals in Canada.

88. The amount received by a corporation whose principal business consists of any of the activities contemplated in section 85 in consideration for the disposition before 1972 of a right, licence or privilege to explore for, drill for or take in Canada petroleum, natural gas or other related hydrocarbons, except coal, must be included in computing its income for the fiscal period in which it was received.

89. Section 88 also applies to an amount received by an individual and by a corporation other than that contemplated in section 88 if, at the time of acquisition of the right, licence or privilege, it was a corporation contemplated in the said section or an association, partnership or syndicate formed to explore or drill for petroleum or natural gas.

90. For the purposes of sections 88 and 89:

(a) where an association, partnership or syndicate described in section 89 or a corporation or individual disposes of an interest in a land comprising a right, licence or privilege described in section 88 and acquired under an agreement, contract or arrangement described therein, the proceeds of disposition of that interest are deemed to be the proceeds of the disposition of that right, permit or privilege; and

(b) where such an association, partnership, corporation, syndicate or individual

vidu acquiert tels droit, permis ou privilège en vertu d'une telle entente ou d'un tel contrat ou arrangement et aliène par la suite un intérêt dans ce droit, permis ou privilège ou dans la production d'un puits situé sur le terrain auquel se rattache ce droit, permis ou privilège, le produit de cette aliénation est réputé être celui de ce droit, permis ou privilège.

91. Aux fins des articles 88 et 89, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour établir les montants qui ne doivent pas être inclus dans le calcul du revenu des contribuables y visés ou qui doivent être exclus dans le calcul du revenu ou du revenu imposable.

92. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements:

a) pour déterminer la nature des frais d'exploration et de mise en valeur, encourus au cours des périodes antérieures à 1972 qu'il désigne, qui peuvent être admis en déduction dans le calcul du revenu d'une personne dont l'entreprise principale est la mise en valeur de richesses naturelles;

b) pour établir les montants de tels frais qui sont ainsi admissibles en déduction; et

c) pour déterminer les conditions auxquelles certains frais d'exploration ou de mise en valeur peuvent être admis en déduction.

93. Sous réserve des conditions prescrites par règlement, une corporation ne doit pas inclure, dans le calcul de son revenu, le revenu provenant de l'opération d'une mine, avant toute déduction prévue en vertu des articles 327 à 354 de la Loi sur les impôts, dont la production a débuté avant 1974, dans la mesure où ce revenu est gagné ou produit durant la période commençant le jour où cette production a débuté et se terminant au plus tôt des dates suivantes: la date du troisième anniversaire de ce jour ou le 31 décembre 1973.

Le présent article ne s'applique pas à une mine dont la production a débuté après le 7 novembre 1969 à moins que la corporation visée n'ait choisi qu'il s'ap-

acquires such right, licence or privilege under such agreement, contract or arrangement and subsequently alienates an interest in such right, licence or privilege or in the production of a well situated in the land to which such right, licence or privilege is attached, the proceeds of such disposition are deemed to be that of such right, licence or privilege.

91. For the purposes of sections 88 and 89 the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to establish the amounts which must not be included in computing the income of taxpayers therein contemplated or which must be excluded in computing the income or taxable income.

92. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

a) to determine the nature of exploration and development expenses incurred during periods prior to 1972 that he designates, which may be deducted in computing the income of a person whose principal business is the development of natural resources;

b) to establish the amounts of such expenses which are so deductible; and

c) to determine the conditions on which certain exploration or development expenses may be deductible.

93. Subject to the conditions prescribed by regulations, a corporation shall not include in computing its income, the income from the operation of a mine, before any deduction provided under sections 327 to 354 of the Taxation Act whose production began before 1974 to the extent that such income is earned or produced during the period beginning on the day when such production began and ending on the earlier of the following dates: the date of the third anniversary of that day or December 31, 1973.

This section does not apply to a mine whose production began after November 7, 1969 unless the corporation contemplated so elects in the manner and within

plique à son égard de la manière et dans les délais prescrits; il ne s'applique en outre que si la production est faite en quantité commerciale raisonnable.

94. Aux fins de l'article 93, une mine ne comprend pas un puits de pétrole, de gaz, de saumure, une sablière, une gravière, une carrière d'argile, de schiste ou de pierre, mais comprend un gisement de schiste ou de sable bitumineux, un puits d'extraction de matières provenant de gisements de sylvinite et tout puits semblable dont les matières en provenant, lorsqu'elles sont expédiées à une seule usine de transformation, sont réputées constituer une seule et même mine.

95. Une corporation d'exploration en participation n'ayant jamais eu plus de dix actionnaires exclusion faite de tout particulier détenant une action à la seule fin d'acquérir la qualité d'administrateur, dont l'entreprise principale consiste dans une des activités visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 85 peut, conformément à l'article 96, choisir dans la forme prescrite, dans une année d'imposition, de renoncer en faveur d'une autre corporation dont l'entreprise principale est visée auxdits paragraphes, à une partie convenue de l'ensemble des frais visés aux paragraphes *a* et *b* de l'article 87 et engagés par la corporation d'exploration en participation dans une période prescrite par règlements.

96. Le choix visé à l'article 95 ne peut être exercé que si la corporation en faveur de qui il a été fait a été actionnaire de la corporation d'exploration en participation pendant toute la période qui y est visée, est au moment du choix une corporation dont l'entreprise principale consiste dans une des activités visées à l'article 85 et a payé à la corporation d'exploration en participation un montant à l'égard des frais mentionnés à l'article 95 que cette dernière a engagés au Canada.

La partie convenue par ces corporations ne peut dépasser le montant payé par la corporation actionnaire durant la période moins l'ensemble des montants auquel la corporation d'exploration en participation

the delays prescribed; it also applies only if the production is in reasonable commercial quantities.

94. For the purposes of section 93 a mine does not include an oil well, gas well, brine well, sand pit, gravel pit, clay pit, shale pit or stone quarry but does include a deposit of oil shale or bituminous sand, a well to extract mineral from sylvite deposits and all such wells the materials produced from which are sent to a single plant for processing is deemed to be one mine.

95. A joint exploration corporation never having had more than ten shareholders excluding any individual holding a share solely to qualify as a director the principal business of which consists of any of the activities contemplated in paragraph *a* or *b* of section 85 may in accordance with section 96 elect in prescribed form in a taxation year to renounce in favor of another corporation whose principal business is contemplated by the said paragraphs to an agreed part of the aggregate of the expenses contemplated in paragraphs *a* and *b* of section 87 and incurred by the joint exploration corporation in a period prescribed by regulation.

96. The election contemplated in section 95 shall be exercised only if the corporation in whose favour it is made was a shareholder of the joint exploration corporation during the whole period contemplated therein, is at the time of the election a corporation whose principal business is one of the activities contemplated in section 85 and has paid to the joint exploration corporation an amount equal to the expenses mentioned in section 95 that it has incurred in Canada.

The part agreed by such corporations shall not exceed the amount paid by the shareholder corporation during the period less the aggregate of amounts which the joint exploration corporation has already

a déjà renoncé en vertu de l'article 95 en faveur de la corporation actionnaire.

97. Aux fins du présent chapitre, ne sont pas réputés être ni avoir été des frais engagés à l'égard de l'exploration ou du forage pour du pétrole ou du gaz naturel au Canada ou dans la recherche de minéraux au Canada les frais ainsi engagés par une corporation, association, société ou un syndicat à la suite d'une entente en vertu de laquelle ces frais sont engagés en contrepartie d'actions dans le capital-actions d'une corporation qui possédait ou contrôlait les droits miniers, d'une option d'acheter de telles actions ou d'un droit d'acheter des actions du capital-actions d'une corporation qui devrait être formée dans le but d'acquérir ou de contrôler des droits miniers.

98. Aux fins du présent chapitre, un contribuable doit déduire, dans le calcul de ses frais visés à l'article 87, tout montant qui lui est versé avant 1972 à titre de subside, d'octroi ou d'assistance en vertu d'une loi canadienne, dans la mesure prévue par les règlements.

CHAPITRE X

RÈGLES RELATIVES AU CALCUL DU REVENU

99. Dans son application à une dépense ou à un déboursé fait ou encouru avant 1972, l'article 355 de la Loi sur les impôts doit se lire comme si les mots « Un montant dont la présente partie autorise la déduction relativement à » étaient remplacés par les mots « Aux fins de la présente partie, ».

100. La présomption d'acquisition à la juste valeur marchande énoncée au paragraphe *b* de l'article 357 de la Loi sur les impôts ne s'applique pas à un contribuable qui a acquis un bien avant 1972 à moins que ce dernier l'ait acquis dans des circonstances telles que si les articles 21 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers, 11*a* de l'ancienne loi de l'impôt sur les corporations et 4 de l'ancienne loi de l'impôt sur les opérations forestières avaient continué à s'appliquer, cette juste

renounced under section 95 in favour of the shareholder corporation.

97. For the purposes of this chapter, the expenses incurred by a corporation, association partnership or syndicate following an agreement under which such expenses are incurred as consideration for shares in the capital of a corporation which holds or controls the mining rights, an option to buy such shares of the right to buy shares in the capital of a corporation which must be formed to acquire or control mining rights are not deemed to be or to have been expenses incurred to explore for or drill for petroleum or natural gas in Canada or to search for minerals in Canada.

98. For the purposes of this chapter, a taxpayer must deduct in computing his expenses contemplated in section 87 any amount paid to him before 1972 as a subsidy, grant or assistance under a Canadian statute to the extent provided for by regulation.

CHAPTER X

RULES RESPECTING THE COMPUTATION OF INCOME

99. In its application to an outlay or expenditure made or incurred before 1972 section 355 of the Taxation Act shall read as if the words "An amount the deduction of vehicle is authorized by this Part in respect of" are replaced by the words "For the purposes of this Part".

100. The presumption of acquisition at fair market value set out in paragraph *b* of Section 357 of the Taxation Act does not apply to a taxpayer who has acquired property before 1972 unless he has acquired it in circumstances such that if sections 21 of the former Income Tax Act, 11*a* of the former Corporation Tax Act and 4 of the former Logging Tax Act continued to apply, this fair market value would be deemed paid or payable for purposes of computing income of a tax-

valeur marchande aurait été réputée payée ou payable aux fins du calcul du revenu du contribuable provenant d'une entreprise.

De même, la présomption d'aliénation à la juste valeur marchande énoncée au paragraphe *c* de l'article 357 de la Loi sur les impôts ne s'applique pas à un contribuable qui a aliéné un bien avant 1972.

La présomption énoncée au paragraphe *a* dudit article s'applique à toute acquisition de bien par un contribuable, quel que soit le moment où elle a eu lieu, avant ou après la fin de 1971.

CHAPITRE XI

CORPORATIONS ET ACTIONNAIRES

101. Aux fins de déterminer si une transaction effectuée avant 1972 par une corporation résidente au Canada dont l'année d'imposition chevauche le début de ladite année donne lieu à un dividende réputé reçu par un contribuable de cette corporation, les dispositions des anciennes lois, et non de la Loi sur les impôts, s'appliquent, sauf en autant qu'il est prévu à l'article 102.

102. Lorsque la transaction visée à l'article 101 a été effectuée dans l'année d'imposition 1972 d'une corporation, aux fins de l'application des dispositions des anciennes lois, le revenu en main non réparti au moment de la transaction est réputé être le montant calculé en vertu des règles prescrites à cette fin.

103. L'insuffisance du capital versé d'une corporation constituée en 1971, dont 1972 est la première année d'imposition, se calcule selon les règles prescrites à cette fin.

104. Lorsqu'il y a eu fusion, au sens de l'article 422 de la Loi sur les impôts, de deux ou plusieurs corporations avant 1972 et que 1972 est la première année d'imposition de la corporation qui en résulte, le surplus de capital en main en 1971 de cette dernière, son revenu en main non réparti de 1971 et son insuffisance de capital versé, à un moment donné, se

payer from a business.

Moreover, the presumption of disposition at fair market value set out in paragraph *c* of section 357 of the Taxation Act does not apply to a taxpayer who has disposed of property before 1972.

The presumption set out in paragraph *a* of the said section applies to any acquisition by a taxpayer whenever it occurs, before or after the end of 1971.

CHAPTER XI

CORPORATIONS AND SHAREHOLDERS

101. To determine if a transaction made before 1972 by a corporation resident in Canada whose taxation year overlaps the beginning of that year gives rise to dividends deemed received by a taxpayer, the provisions of the former act and not of the Taxation Act apply unless provided otherwise by section 102.

102. When the transactions contemplated by section 101 was made in the 1972 taxation year of a corporation, for the purposes of application of the former acts the undistributed income on hand at the time of the transaction is deemed to be the amount computed under the rules prescribed for such purpose.

103. The paid-up capital deficiency of a corporation incorporated in 1971 whereof 1972 is its first taxation year is computed according to the rules prescribed for such purpose.

104. Where there has been an amalgamation within the meaning of section 422 of the Taxation Act, of two or more corporations before 1972 and 1972 is the first taxation year of the new corporation, its capital surplus on hand in 1971, its undistributed income on hand in 1971 and the paid-up capital deficiency at a particular time are computed in the manner

calculent de la manière prescrite à cet égard.

105. Aux fins du titre X du livre III de la partie I de la Loi sur les impôts, une corporation qui était, le 1^{er} janvier 1972, une filiale étrangère d'un contribuable est réputée l'être devenue à cette date.

106. Dans le calcul du revenu d'un contribuable pour son année d'imposition 1972 ou pour toute année subséquente, l'article 519 de la Loi sur les impôts ne s'applique pas à l'égard d'un bien d'une fiducie si celle-ci distribue ce bien au contribuable avant le début de l'année d'imposition 1972 de ce dernier.

CHAPITRE XI

REPORT DE PERTES

107. Aux fins du paragraphe 3^o de l'article 12 de l'ancienne Loi de l'impôt sur les corporations et de l'article 37 de l'ancienne Loi de l'impôt sur les particuliers, une perte autre qu'une perte en capital pour l'année d'imposition 1972 d'un contribuable est réputée être une perte commerciale subie par lui durant cette année lorsqu'il s'agit de calculer son revenu imposable pour son année d'imposition 1971.

108. Dans la mesure où une perte autre qu'une perte en capital pour l'année d'imposition 1972 est admissible en déduction pour l'année d'imposition 1971 en vertu de l'article 107, elle est réputée, aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable pour toute année d'imposition postérieure à 1972, avoir été admissible en déduction en tant que perte autre qu'une perte en capital en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts.

109. Aux fins des articles 545 à 555 de la Loi sur les impôts, une perte commerciale, au sens des anciennes lois, subie par un contribuable dans une année d'imposition particulière se terminant avant 1972 est réputée être une perte autre qu'une perte en capital pour cette année particulière dans la mesure où elle serait

prescribed in that regard.

105. For the purpose of Title X of Book III of Part I of the Taxation Act, a corporation which was on January 1, 1972 a foreign affiliate of a taxpayer is deemed to have become a foreign affiliate on that date.

106. In computing the income of a taxpayer for his 1972 taxation year or any subsequent year, section 519 of the Taxation Act does not apply in respect of a property of a trust if it distributes such property to the taxpayer before the commencement of his 1972 taxation year.

CHAPTER XI

REPORT OF LOSSES

107. For the purposes of subparagraph 3 of section 12 of the former Corporation Tax Act and of section 37 of the former Provincial Income Tax Act, a loss other than a capital loss for the 1972 taxation year of a taxpayer is deemed to be a commercial loss sustained by him during such year when computing his taxable income for his 1971 taxation year.

108. To the extent that a loss other than a capital loss for the 1972 taxation year is deductible for the 1971 taxation year under section 107, it is deemed, for purposes of computing the taxable income of the taxpayer for any taxation year after 1972, to have been deductible as a loss other than a capital loss under Part I of the Taxation Act.

109. For the purposes of sections 545 to 555 of the Taxation Act, a business loss, within the meaning of the former acts, sustained by a taxpayer in a particular taxation year ending before 1972 is deemed to be a loss other than a capital loss for that particular year to the extent that it would be deductible for the 1972 taxation

admissible en déduction pour l'année d'imposition 1972 si les dispositions des anciennes lois s'appliquaient à l'année d'imposition 1972 et si les articles 545 à 555 de la Loi sur les impôts ne s'y appliquaient pas, si le revenu imposable de 1972 du contribuable était supérieur au total des pertes commerciales encourues par ce dernier au cours des cinq années d'imposition consécutives précédant 1972 et si les dispositions des lois auxquelles réfèrent les anciennes lois ne contenaient aucune limite quant au montant maximum de la déduction.

110. Les pertes commerciales visées à l'article 109 ne comprennent pas la partie des pertes agricoles d'un contribuable, qui n'étaient pas admissibles en déduction en vertu de l'article 16 de l'ancienne Loi de l'impôt sur les particuliers dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année où elles ont été encourues.

111. La partie non admissible des pertes agricoles subies dans une année d'imposition antérieure à 1972 est réputée, aux fins des articles 545 à 555 de la Loi sur les impôts et aux fins du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition se terminant après 1971, être une perte agricole restreinte pour ce contribuable pour l'année où elle a été subie dans la mesure où elle serait admissible en déduction pour 1972 en vertu de l'article 109.

112. Une référence, aux articles 545 à 555 de la Loi sur les impôts, à l'année d'imposition précédant l'année d'imposition où une déduction en vertu de ces articles est réclamée, ne doit pas s'interpréter comme une référence à une année d'imposition se terminant avant 1972, sauf lorsque la perte est réputée, en vertu des articles 109 et 111, être une perte autre qu'une perte en capital ou une perte agricole restreinte.

CHAPITRE XII

ÉTABLISSEMENT D'UNE MOYENNE ET CHOIX DU CONTRIBUABLE

113. Nonobstant l'article 127, les articles 566 à 570 de la Loi sur les impôts ne

year if the provisions of the former acts applied to the 1972 taxation year and if sections 545 to 555 of the Taxation Act did not apply thereto, if the 1972 taxable income of the taxpayer was greater than the total of the business losses incurred by him during the five consecutive taxation years preceding 1972 and if the provisions of the acts to which the former acts refer did not contain any limitation of the maximum amount of the deduction.

110. The business losses contemplated in section 109 do not include the part of the farming losses of a taxpayer not deductible under section 16 of the former Provincial Income Tax Act in computing his income for the year in which they were incurred.

111. The undeductible part of the farming losses sustained in a taxation year prior to 1972 is deemed, for the purposes of sections 545 to 555 of the Taxation Act and for the purposes of computing the income of a taxpayer for a taxation year ending after 1971, to be a restricted farm loss for such taxpayer for the year in which it was sustained to the extent that it would be deductible for 1972 under section 109.

112. A reference in sections 545 to 555 of the Taxation Act, to the taxation year preceding the taxation year in respect of which a deduction under such sections is claimed, must not be read as a reference to a taxation year ending before 1972, except where the loss is deemed, under sections 109 and 111 to be a loss other than a capital loss or a restricted farm loss.

CHAPTER XII

DETERMINING AVERAGING AND ELECTION OF THE TAXPAYER

113. Notwithstanding section 127, sections 566 to 570 of the Taxation Act do

s'appliquent pas au calcul de l'impôt payable par un contribuable pour l'année d'imposition 1972. Pour les années d'imposition 1973 à 1975, l'expression « quatre années », au paragraphe *b* de l'article 567, est remplacée par l'expression « une année » pour 1973, « deux années » pour 1974 et « trois années » pour 1975.

114. Nonobstant les articles 113 et 127, lorsqu'un contribuable a fait le choix prévu à l'une des dispositions des articles 113 à 127 pour une année d'imposition, les articles 566 à 570 de la Loi sur les impôts ne s'appliquent pas au calcul de l'impôt payable par lui pour l'année et aucune déduction ne peut être faite en vertu des articles 311 à 315 de ladite loi dans le calcul de son revenu pour l'année.

115. Lorsqu'en vertu de l'article 109 de la Loi sur les impôts un particulier résidant au Canada, autre qu'une fiducie ou une succession, doit inclure à titre d'intérêt une partie d'un paiement dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1974 et que ce particulier pourrait invoquer à cet égard l'application de l'article 44 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers, si cette loi et les dispositions auxquelles ledit article réfère étaient encore en vigueur, il peut choisir de calculer son impôt payable pour l'année d'imposition en cause en appliquant *mutatis mutandis* la méthode qui est prévue audit article 44.

116. Lorsque l'article 700 de la Loi sur les impôts oblige un détenteur de police à inclure un montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1974 ce montant est réputé, aux fins de l'article 115, être un montant d'intérêt faisant partie d'un paiement visée audit article.

117. Lorsqu'en vertu des paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 314 de la Loi sur les impôts, un contribuable doit inclure un montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1974 et que ce contribuable pourrait invoquer à cet égard l'application de l'article 44 de

not apply to computing the tax payable by a taxpayer for the 1972 taxation year. For the 1973 to 1975 taxation years, the expression "four years", in paragraph *b* of section 567, is replaced by the expression "one year" for 1973, "two years" for 1974 and "three years" for 1975.

114. Notwithstanding sections 113 and 127, where a taxpayer has made the election provided for in any provision of sections 113 to 127 for a taxation year, sections 566 to 570 of the Taxation Act do not apply to the computing of the tax payable by him for the year and no deduction may be made under sections 311 to 315 of the said act in computing his income for the year.

115. Where under section 109 of the Provincial Income Tax Act an individual resident in Canada, other than a trust or an estate, must include as interest a portion of a payment in computing his income for a taxation year ending after 1971 but before 1974 and such individual could invoke in this respect the application of section 44 of the former Provincial Income Tax Act, if such act and the provisions to which the said section refer were still in force, he may elect to compute his tax payable for the taxation year concerned by applying *mutatis mutandis* the method provided for in the said section 44.

116. Where section 700 of the Taxation Act obliges a policyholder to include an amount in computing his income for a taxation year ending after 1971 but before 1974, such amount is deemed for the purposes of section 115 to be an amount of interest forming part of a payment contemplated in the said section.

117. Where under subparagraphs *a*, *b* or *c* of section 314 of the Taxation Act, a taxpayer must include an amount in computing his income for a taxation year ending after 1971 but before 1974 and such taxpayer could invoke in such respect section 44 of the former Provincial Income Tax Act if such act and the provisions to

l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers si cette loi et les dispositions auxquelles cet article réfère étaient encore en vigueur, il peut choisir de calculer son impôt payable pour l'année d'imposition en cause en appliquant *mutatis mutandis* la méthode qui est prévue audit article 44.

118. Un contribuable qui, dans une année d'imposition se terminant après 1973, reçoit un paiement décrit aux sous-paragraphes i et iv du paragraphe a de l'article 314 de la Loi sur les impôts peut néanmoins faire le choix prévu à l'article 117 dans les limites et aux conditions qui s'y appliquent mais seulement jusqu'à concurrence de la partie de ce paiement correspondant au montant qu'il aurait reçu en vertu du régime de retraite ou d'intéressement différé s'il s'en était retiré le 1^{er} janvier 1972 et si les conditions du régime n'avaient pas été modifiées entre le 18 juin 1971 et le 2 janvier 1972.

119. Lorsqu'un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1974 des revenus se rapportant à deux exercices financiers ou deux périodes de gains ou plus qui se sont terminés dans l'année et que ce particulier pourrait invoquer à cet égard l'application de l'article 44 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers si cette loi et les dispositions auxquelles cet article réfère étaient encore en vigueur, il peut choisir de calculer son impôt payable pour l'année d'imposition en cause en appliquant *mutatis mutandis* la méthode qui est prévue audit article 44.

120. Lorsqu'en vertu des articles 82 à 93 de la Loi sur les impôts un particulier doit inclure un montant à titre de récupération d'amortissement dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1976 et qu'il pourrait invoquer à cet égard l'application des règlements adoptés sous l'autorité de l'article 14 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers, si cette loi, ainsi que les dispositions auxquelles elle réfère, étaient encore en vigueur, il peut choisir de calculer son impôt payable pour l'année d'imposition en cause en

which such section refers were still in force, he may elect to compute his tax payable for the taxation year concerned by applying *mutatis mutandis* the method provided for in the said section 44.

118. A taxpayer who, in a taxation year ending after 1973, receives a payment described in subparagraphs i and iv of paragraph a of section 314 of the Taxation Act may nevertheless make the election provided for in section 117 within the limits and on the conditions which apply thereto but only up to the portion of such payment corresponding to the amount which he would have received under the retirement or deferred profit sharing plan if he had retired on the 1st of January 1972 and if the conditions of the plan had not been changed between the 18th of June 1971 and the 2nd of January 1972.

119. Where an individual must include in computing his income for a taxation year ending after 1971 but before 1974 income relating to two fiscal periods or two or more periods of gain which ended in the year and such individual could invoke in such respect section 44 of the former Provincial Income Tax Act if such act and the provisions to which such section refers were still in force, he may elect to compute his tax payable for the taxation year concerned by applying *mutatis mutandis* the method provided for in the said section 44.

120. Where under sections 82 to 93 of the Taxation Act an individual must include an amount as recapture of depreciation in computing his income for a taxation year ending after 1971 but before 1976 and he could invoke in such respect the regulations made under section 14 of the former Provincial Income Tax Act, if such act and the provisions to which it refers were still in force, he may elect to compute his tax payable for the taxation year concerned by applying *mutatis mutandis* the method provided for in the said section 14 and in the said

appliquant *mutatis mutandis* la méthode qui est prévue audit article 14 et auxdits règlements.

121. Lorsqu'un contribuable, en contrepartie de la cession totale ou partielle d'un droit d'auteur, reçoit un montant qui, sans le présent article, devrait être inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1974 et que le contribuable pourrait invoquer à cet égard l'application de l'article 110 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers si cette loi était encore en vigueur, il peut choisir de calculer l'impôt payable pour les années en cause en appliquant *mutatis mutandis* la méthode qui est prévue audit article 110.

122. Lorsqu'en vertu des articles 42 à 46 de la Loi sur les impôts un contribuable est réputé recevoir un avantage en raison de sa charge ou de son emploi au cours d'une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1974, et qu'il pourrait invoquer à cet égard l'application de l'article 114 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers et des règlements adoptés sous son autorité si cette loi et ces règlements étaient encore en vigueur, il peut choisir de calculer son impôt payable pour l'année d'imposition en cause en appliquant *mutatis mutandis* la méthode qui est prévue audit article 44 et auxdits règlements.

123. Lorsqu'en vertu des articles 173 à 176 et 186 de la Loi sur les impôts, un particulier doit inclure un montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1974, il peut choisir, s'il a exploité l'entreprise qui y est mentionnée durant chacune des années visées au paragraphe *b*, de payer à titre d'impôt pour l'année, au lieu du montant qui serait autrement payable, le montant qui est égal à l'ensemble:

a) de l'impôt qu'il devrait payer pour l'année en vertu de ladite loi, abstraction faite des déductions prévues auxdits articles 580, 585 et 892, si aucun montant n'était inclus dans le calcul de son revenu en vertu desdits articles 173 à 176 et 186, et

regulations.

121. Where a taxpayer, as consideration for all or part of the transfer of a copyright, receives an amount which, but for this section, should be included in computing his income for a taxation year ending after 1971 but before 1974 and the taxpayer could invoke in such respect section 110 of the former Provincial Income Tax Act if such act were still in force, he may elect to compute the tax payable for the years concerned by applying *mutatis mutandis* the method provided for in the said section 110.

122. Where under sections 42 to 46 of the Taxation Act a taxpayer is deemed to receive a benefit on account of his office or employment during a taxation year ending after 1971 but before 1974, and he could invoke in such respect section 114 of the former Provincial Income Tax Act and the regulations made thereunder if such act and regulations were still in force, he may elect to compute his tax payable for the taxation year concerned by applying *mutatis mutandis* the method provided for in the said section 44 and in the said regulations.

123. Where under sections 173 to 176 and 186 of the Taxation Act, an individual must include an amount in computing his income for a taxation year ending after 1971 but before 1974, he may elect, if he has carried on the business mentioned therein during each of the years contemplated in paragraph *b*, to pay as tax for the year, in lieu of the amount otherwise payable, the amount which is equal to the aggregate of:

(a) the tax which he should pay for the year under the said act, without regard to the deductions provided for in the said sections 580, 585 and 892, if no amount was included in computing his income under the said sections 173 to 176 and 186, and

b) de l'ensemble des montants dont ses impôts, en vertu de ladite loi mais avant les déductions y prévues aux articles 580, 585 et 892, auraient été augmentés si le tiers du montant à inclure en vertu desdits articles 173 à 176 et 186 avait été inclus dans le calcul de son revenu pour chacune des trois années d'imposition se terminant avec la dernière année d'imposition où il exploitait l'entreprise visée auxdits articles, moins

c) les montants admissibles pour l'année en vertu des articles 580, 585 et 892 de la loi sur les impôts.

124. Lorsque les articles 360 à 365 de la Loi sur les impôts s'appliquent à un contribuable qui décède au cours d'une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1976, le représentant légal peut, au lieu de se prévaloir du choix accordé par le deuxième alinéa de l'article 361 de ladite loi produire une déclaration fiscale distincte, choisir de payer à titre d'impôt sur la valeur des droits et biens inclus en vertu desdits articles dans le calcul du revenu du défunt, un impôt calculé selon les règles et aux conditions prévues au paragraphe *a* de l'article 92 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers ou, selon le cas, à l'article 94 de ladite loi.

125. Lorsque l'article 79 de la Loi sur les impôts s'applique aux biens décrits dans un inventaire au début d'une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1976 et qu'en conséquence le revenu d'un particulier pour l'année se trouve augmenté, ce dernier peut choisir de traiter le montant de cette augmentation comme une récupération d'amortissement au sens de l'article 83 de ladite loi et d'appliquer les dispositions de l'article 120.

126. Nonobstant les articles 571 à 579 de la Loi sur les impôts, un particulier dont la source principale de revenu est l'agriculture ou la pêche et qui pourrait invoquer l'application de l'article 46 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers si cette loi était encore en vigueur peut choisir de calculer son impôt payable pour une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1976 en appliquant

(b) the aggregate of the amounts by which his tax, under the said act but before the deductions provided for in sections 580, 585 and 892, would have been increased if one-third of the amount to be included under the said sections 173 to 176 and 186 had been included in computing his income for each of the three taxation years ending on the last taxation year in which he carried on the business contemplated in the said sections, minus

(c) the amounts deductible for the year under sections 580, 585 and 892 of the Taxation Act.

124. Where sections 360 to 365 of the Taxation Act apply to a taxpayer who dies in a taxation year ending after 1971 but before 1976, the legal representative may, instead of availing himself of the election under the second paragraph of section 361 of the said act, file a separate fiscal return, elect to pay as tax on the value of the duties and property included under the said sections in computing the income of the deceased, a tax computed according to the rules and conditions provided for in paragraph *a* of section 92 of the former Provincial Income Tax Act or, as the case may be, in section 94 of the said act.

125. Where section 79 of the Taxation Act applies to the property described in an inventory at the beginning of a taxation year ending after 1971 but before 1976 and consequently the income of an individual for the year is increased, he may elect to treat the amount of such increase as recapture of depreciation within the meaning of section 83 of the said act and to apply section 120.

126. Notwithstanding sections 571 to 579 of the Taxation Act, an individual whose principal source of income is farming or fishing and who could invoke section 46 of the former Provincial Income Tax Act if such act were still in force may elect to compute his tax payable for a taxation year ending after 1971 but before 1976 by applying *mutatis mutandis* the method provided for in said section 46.

mutatis mutandis la méthode qui est prévue audit article 46.

127. Un artiste ou un athlète qui reçoit un montant dans une année d'imposition se terminant après 1971 mais avant 1976 et qui pourrait invoquer à cet égard l'application de l'article 46 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers si cette loi était encore en vigueur peut choisir, nonobstant les dispositions de la Loi sur les impôts à cet égard, de calculer son impôt payable pour l'année d'imposition en cause en appliquant *mutatis mutandis* la méthode qui est prévue audit article 46.

128. Lorsque, par suite de l'application des articles 115 à 127, un impôt est payable en sus ou au lieu du montant de l'impôt payable en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts pour une année d'imposition, l'impôt payable en vertu de ces articles est réputé payable en vertu de cette partie de la Loi sur les impôts pour l'année d'imposition.

CHAPITRE XIII

CORPORATIONS

129. Lorsque l'année d'imposition d'une corporation chevauche le début de 1972, son revenu imposable pour l'année d'imposition 1972 est calculé conformément à la partie I de la Loi sur les impôts, sous réserve des règles suivantes:

a) tout montant payé ou payable avant 1972 à titre d'intérêt et toute dépense faite ou encourue avant 1972, dans le but de produire ou de gagner un revenu qui provient d'un bien ou d'une entreprise et qui aurait été exonéré d'impôt en vertu de l'ancienne loi de l'impôt sur les corporations, n'est pas admissible en déduction dans le calcul du revenu de cette corporation;

b) tout dividende reçu par la corporation dans l'année mais avant 1972 est régi par les dispositions de l'ancienne loi de l'impôt sur les corporations; et

c) toute action reçue avant 1972 par la corporation en contrepartie de l'aliénation d'un intérêt dans un bien minier est régie par les dispositions de l'ancienne loi de l'impôt sur les corporations et non par les

127. An artist or athlete who receives an amount in a taxation year ending after 1971 but before 1976 and who could invoke in this respect section 46 of the former Provincial Income Tax Act if such act were still in force may elect, notwithstanding the provisions of the Taxation Act in this respect, to compute his tax payable for the taxation year concerned by applying *mutatis mutandis* the method provided for in said section 46.

128. Where, following the application of sections 115 to 127, a tax is payable over or in lieu of the amount of the tax payable under Part I of the Taxation Act for a taxation year, the tax payable under such sections is deemed payable under that part of the Taxation Act for the taxation year.

CHAPTER XIII

CORPORATIONS

129. Where the taxation year of a corporation overlaps the commencement of 1972, its taxable income for the 1972 taxation year is computed in accordance with Part I of the Taxation Act, subject to the following rules:

(a) any amount paid or payable before 1972 as interest and any expense made or incurred before 1972, to produce or earn income from a property or business that would have been exempt from tax under the former Corporation Tax Act, is not deductible in computing the income of that corporation;

(b) any dividend received by the corporation in the year but before 1972 is governed by the former Corporation Tax Act; and

(c) any share received before 1972 by the corporation as consideration for the disposition of an interest in a mining property is governed by the former Corporation Tax Act instead of sections 206

articles 206 à 208 de la Loi sur les impôts.

to 208 of the Taxation Act.

130. Aux fins des articles 131 à 137, une corporation est une corporation personnelle désignée si son année d'imposition chevauche le début de l'année 1972 et si elle a conservé le statut de corporation personnelle au sens de l'article 97 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers durant toute la période commençant le 18 juin 1971 ou au début de son année d'imposition 1972, si celui-ci est antérieur à cette date, et se terminant à la fin de son année d'imposition 1972.

130. For the purposes of sections 131 to 137 a corporation is a designated personal corporation if its taxation year overlaps the commencement of the year 1972 and if it has retained the status of a personal corporation within the meaning of section 97 of the former Provincial Income Tax Act throughout the period commencing on the 18th of June 1971 or at the commencement of its 1972 taxation year, if it is prior to that date, and ending at the end of its 1972 taxation year.

131. Une corporation personnelle désignée est exonérée de l'impôt qui serait autrement payable pour 1972 en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts.

131. A designated personal corporation is exempt from the tax otherwise payable for 1972 under Part I of the Taxation Act.

132. Un contribuable qui était actionnaire d'une corporation personnelle désignée à la fin de l'année d'imposition 1972 de celle-ci doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle celle de la corporation s'est terminée, la partie des revenus de cette corporation pour cet exercice financier correspondant à la proportion visée à l'article 100 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers; l'article 101 de ladite loi s'applique à cet actionnaire.

132. A taxpayer who was a shareholder of a designated personal corporation at the end of its 1972 taxation year must include in computing his income for the taxation year during which that of the corporation ended, the portion of the income of such corporation for the fiscal period corresponding to the proportion contemplated in section 100 of the former Provincial Income Tax Act; section 101 of that act applies to such shareholder.

133. Le contribuable qui, en vertu de l'article 132, doit inclure dans son revenu une partie du revenu d'une corporation visée à l'article 130 est réputé avoir reçu à la fin de l'année d'imposition 1972 de cette corporation un dividende imposable d'une corporation canadienne imposable égal à la fraction de cette partie représentée par le rapport entre, d'une part, l'excédent de l'ensemble des dividendes imposables reçus par la corporation personnelle désignée de corporations canadiennes imposables sur l'ensemble de toutes les dépenses et déboursés admissibles en déduction dans le calcul du revenu de cette corporation pour l'année d'imposition 1972 et raisonnablement attribuables à ces dividendes et, d'autre part, le revenu de la corporation personnelle désignée pour son année d'imposition 1972.

133. The taxpayer who, under section 132, must include in his income the part of the income of a corporation contemplated in section 130 is deemed to have received at the end of the 1972 taxation year of that corporation a taxable dividend of a taxable Canadian corporation equal to the fraction of that part that, on the one hand, the excess of the aggregate of the taxable dividends received by the designated personal corporation from taxable Canadian corporations over the aggregate of all the expenses and outlays deductible in computing the income of that corporation for the 1972 taxation year and reasonably attributable to such dividends is of, on the other hand, the income of the designated personal corporation for its 1972 taxation year.

134. Le contribuable qui, en vertu de l'article 132, doit inclure dans son revenu une partie du revenu d'une corporation visée à l'article 130 est réputé, aux fins de l'article 585 de la Loi sur les impôts, avoir reçu un revenu provenant d'un pays étranger égal à la fraction de cette partie représentée par le rapport entre le revenu de la corporation pour son année d'imposition 1972 provenant de sources situées dans ce pays et le revenu de la corporation pour cette même année. Ce contribuable est également réputé, aux fins dudit article, avoir payé pour l'année au gouvernement de ce pays étranger cette partie de l'impôt sur le revenu ou les profits payé ou présumé payé à ce gouvernement par la corporation pour son année d'imposition 1972 représentée par le rapport entre la partie du revenu de la corporation qu'il doit inclure dans son revenu en vertu de l'article 132 et le revenu de la corporation pour l'année d'imposition 1972.

135. Le surplus en main non réparti libéré d'impôt et le compte de dividende en capital d'une corporation personnelle désignée, à un moment donné après son année d'imposition 1972, se détermine selon les règles prévues à cette fin par règlement.

136. L'article 106 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers continue de s'appliquer à l'actionnaire qui contrôle une corporation personnelle désignée pour l'année d'imposition de l'actionnaire au cours de laquelle l'année d'imposition 1972 de la corporation prend fin.

137. Lorsque l'année d'imposition 1971 d'une corporation qui était une corporation personnelle, au sens de l'article 97 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers, tout au long de cette année d'imposition, se termine dans l'année d'imposition 1972 d'un contribuable qui était actionnaire de la corporation à la fin de l'année d'imposition 1971 de celle-ci, aux fins du calcul du revenu de l'actionnaire pour 1972, les articles 97 à 106 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers s'appliquent sauf que les articles 102 et 103 de ladite loi ne s'appliquent pas aux dividendes réellement payés par la corporation

134. The taxpayer who, under section 132, must include in his income a part of the income of a corporation contemplated in section 130 is deemed, for the purposes of section 585 of the taxation year, to have received income from a foreign country equal to the fraction of that part that the income of the corporation for its 1972 taxation year from sources within such country is of the income of the corporation for that same year. That taxpayer is also deemed, for the purposes of that section, to have paid for the year to the government of that foreign country that part of the income or profits tax paid or presumed to be paid to that government by the corporation for his 1972 taxation year that the part of the income of the corporation that he must include in his income under section 132 is of the income of the corporation for the 1972 taxation year.

135. The tax-paid undistributed surplus on hand and the capital dividend account of a designated personal corporation, at any particular time after its 1972 taxation year is determined in accordance with the rules provided for that purpose by regulation.

136. Section 106 of the former Provincial Income Tax Act continues to apply to the shareholder controlling a designated personal corporation for the shareholder's taxation year in which the 1972 taxation year of the corporation ends.

137. Where the 1971 taxation year of a corporation that was a personal corporation within the meaning of section 97 of the former Provincial Income Tax Act, throughout such taxation year, ends in the 1972 taxation year of a taxpayer who was a shareholder of the corporation at the end of its 1971 taxation year, for computing the shareholder's income for 1972, sections 97 to 106 of the former Provincial Income Tax Act apply, except that sections 102 and 103 of that act do not apply to dividends actually paid by the corporation after 1971 and except that the reference to section 47 of the former

après 1971 et sauf que la référence à l'article 47 de l'ancienne loi de l'impôt sur les particuliers dans l'article 105 de ladite loi comprend une référence à l'article 585 de la Loi sur les impôts.

138. Lorsque l'année d'imposition d'une corporation formée, administrée, conduite sur une base coopérative aux termes du paragraphe 3° de l'article 40 de l'ancienne loi de l'impôt sur les corporations chevauche le début de 1972, l'impôt payable pour l'année d'imposition 1972 par cette corporation en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts est l'ensemble des montants suivants:

a) l'impôt qui serait autrement payable si la corporation n'avait pour tout revenu pour l'année d'imposition 1972 que des gains en capital imposables, et

b) la partie de l'impôt qui serait payable, en l'absence du présent article, en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, si le revenu de la corporation pour l'année d'imposition 1972 ne comprenait pas de gains en capital imposables, représentée par le rapport du nombre de jours au cours de 1972 de son année d'imposition sur le nombre de jours total de cette année d'imposition.

139. Nonobstant toute disposition de la Loi sur les impôts, une corporation visée à l'article 130 ne peut déduire, dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition postérieures à 1971, une ristourne relative aux affaires faites avant le début de son année d'imposition 1972.

140. Dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition postérieures à 1971 une corporation visée à l'article 130 ne peut déduire, aux fins des articles 545 à 555 de la Loi sur les impôts à titre de perte autre qu'une perte en capital pour les années antérieures à l'année d'imposition 1971 que les montants prescrits à cette fin.

CHAPITRE XIV

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

141. Le présent chapitre s'applique aux fins du calcul, pour les années d'im-

Provincial Income Tax Act in section 105 of the said act includes a reference to section 585 of the Taxation Act.

138. Where the taxation year of a corporation constituted, administered and conducted on a cooperative basis within paragraph 3 of section 40 of the former Corporation Tax Act overlaps the commencement of 1972, the tax payable for the 1972 taxation year by such corporation under Part I of the Taxation Act shall be the aggregate of the following amounts:

(a) the tax otherwise payable if the corporation had as income for the 1972 taxation year only taxable capital gains, and

(b) the part of the tax payable, failing this section, under Part I of the Taxation Act if the corporation's income for the 1972 taxation year did not include taxable capital gains, that the number of days in 1972 of its taxation year is of the total number of days of that taxation year.

139. Notwithstanding any provision of the Taxation Act, a corporation contemplated in section 130 shall not deduct, in computing its income for the taxation years after 1971, a patronage dividend in respect of the business carried on before the commencement of its 1972 taxation year.

140. In computing its income for the taxation years after 1971, a corporation contemplated in section 130 may deduct, for the purposes of sections 545 to 555 of the Taxation Act as a loss other than a capital loss for the years before the 1971 taxation year, only the amounts prescribed for that purpose.

CHAPTER XIV

SAVINGS AND CREDIT UNIONS

141. This chapter applies for the purposes of computing for the 1972 and

position 1972 et suivantes, du revenu d'une caisse d'épargne et de crédit au sens de l'article 605 de la Loi sur les impôts, ci-après appelée une « caisse ».

142. Les placements sous forme d'obligations ou d'hypothèques possédés par la caisse au début de son année d'imposition 1972 doivent être évalués à leur coût réel pour la caisse, plus un montant raisonnable pour l'amortissement de l'excédent du principal de ces placements sur leur coût réel pour la caisse au moment de l'acquisition, ou, suivant le cas, moins un montant raisonnable pour l'amortissement de l'excédent du coût réel de ceux-ci pour la caisse lors de l'acquisition sur le principal à ce moment.

143. Les créances de la caisse au début de son année d'imposition 1972, sauf celles mentionnées à l'article 142 et celles qui sont devenues mauvaises avant cette année d'imposition, doivent être évaluées à un moment donné au montant impayé à ce moment.

144. Tout bien amortissable, qui n'est pas un intérêt rattaché à un bail, acquis par la caisse au cours d'une année d'imposition se terminant avant 1972, est réputé avoir été acquis par elle le premier jour de son année d'imposition 1972 à un coût en capital égal à l'excédent du coût amortissable de ce bien pour elle sur l'amortissement présumé du bien tel que déterminé aux articles 145 et 146.

145. Dans le cas d'un bâtiment ou d'un véhicule automobile, et dans le cas de tout autre bien acquis par la caisse après 1961, l'amortissement présumé visé à l'article 144 est égal au montant obtenu lorsque le produit du coût amortissable du bien par le nombre d'années d'imposition complètes comprises dans la période commençant avec l'année d'imposition où le bien a été acquis et se terminant le 31 décembre 1971 est multiplié par $2\frac{1}{2}$ pour cent dans le cas de bâtiments, par 15 pour cent dans le cas de véhicules automobiles, et, dans le cas d'un autre bien, par la moitié du pourcentage prescrit à l'égard de la catégorie dont fait partie le

following taxation years, income of a savings and credit union within the meaning of section 605 of the Taxation Act, hereinafter called a "credit union".

142. Investments in the form of bonds, debentures or hypothecs held by the credit union at the commencement of its 1972 taxation year must be valued at their actual cost to the credit union plus a reasonable amount for the depreciation of the excess of the principal of such investments over their actual cost to the credit union at the time of acquisition or, as the case may be, less a reasonable amount for the depreciation of the excess of the actual cost of them to the credit union at the acquisition over the principal at that time.

143. The debts owed to the credit union at the commencement of its 1972 taxation year except those mentioned in section 142 and those which have become bad before that taxation year must be valued at a particular time at the amount outstanding at that time.

144. Any depreciable property which is not an interest in a lease, acquired by the credit union in a taxation year ending before 1972, is deemed to have been acquired by it on the first day of its 1972 taxation year at a capital cost equal to the excess of the depreciable cost of that property to it over the presumed depreciation of the property as determined in sections 145 and 146.

145. In the case of a building or motor vehicle and in the case of any other property acquired by the credit union after 1961 the presumed depreciation contemplated in section 144 is equal to the amount obtained when the product of the depreciable cost of the property by the number of full taxation years included in the period beginning with the taxation year when the property was acquired and ending on December 31, 1971 is multiplied by $2\frac{1}{2}$ per cent in the case of a building, 15 per cent in the case of a motor vehicle and in the case of another property by one-half the percentage prescribed for the class which the property forms part of by

bien par un règlement fait en vertu de l'article 12 de l'ancienne loi de l'impôt sur les corporations.

Toutefois, lorsque le coût en capital pour la caisse d'une amélioration ou addition à un bâtiment excède \$10,000, l'amélioration ou l'addition est réputée constituer un bâtiment distinct acquis par la caisse.

146. Dans le cas d'intérêt rattaché à un bail, l'amortissement présumé visé à l'article 144 est égal à la partie du coût en capital de cet intérêt, calculée sans tenir compte du présent article, représentée par le rapport entre le nombre de mois écoulés depuis l'acquisition de cet intérêt jusqu'au premier jour de l'année d'imposition de 1972 de la caisse et le nombre total de mois compris entre cette acquisition et le moment où le bail se terminera.

147. Aux fins de l'article 145, le coût amortissable d'un bien pour une caisse est son coût réel ou le montant auquel elle est réputée l'avoir acquis en vertu de l'article 89 de la Loi sur les impôts.

148. La partie non amortie du coût en capital, pour une caisse, le premier jour de son année d'imposition 1972, des biens amortissables d'une catégorie prescrite acquis par elle avant cette année est égal à l'ensemble des coûts en capital des biens de cette catégorie tels que déterminés en vertu des articles 144 à 146 pour le même jour.

149. Aux fins de l'article 607 de la Loi sur les impôts, une caisse est réputée avoir déduit, dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1971, le montant maximum déterminé de la manière prescrite qu'elle aurait pu réclamer à titre de provision pour cette année si l'article 607 avait été en vigueur pour cette année.

150. L'article 149 ne s'applique que dans la mesure où la réserve de 1971 de la caisse est supérieure ou égale au montant de la provision qui y est mentionnée; si elle en est inférieure, le montant qui est présumé avoir été déduit pour 1971 en vertu de l'article 149 est réduit au montant de la réserve de 1971 et la caisse est réputée

regulation made under section 12 of the former Corporation Tax Act.

However when the capital cost to the credit union of an improvement of or addition to a building exceeds \$10,000 the improvement or addition is deemed to be a separate building acquired by the credit union.

146. In the case of an interest in a lease the presumed depreciation contemplated in section 144 is equal to the part of the capital cost of such interest computed without regard to this section, that the number of months expired since the acquisition of that interest until the first day in the 1972 taxation year of the credit union is of the total number of months included between such acquisition and the time when the lease ends.

147. For the purposes of section 145, the depreciable cost of property to a credit union is its actual cost at the time when it is deemed to have acquired it under section 89 of the Taxation Act.

148. The undepreciated portion of the capital cost, to a credit union, on the first day of its 1972 taxation year, of depreciable property of a prescribed class acquired by it before that year is equal to the aggregate of the capital costs of the properties of that class as determined under sections 144 to 146 for the same day.

149. For the purposes of section 607 of the Taxation Act, a credit union is deemed to have deducted, in computing its income for the 1971 taxation year, the maximum amount determined in the manner prescribed that it could have claimed as a reserve for that year if section 607 had been in force for that year.

150. Section 149 applies only to the extent that the 1971 reserve of the credit union is greater than or equal to the amount of the reserve mentioned therein; if it is less, the amount presumed to have been deducted for 1971 under section 149 is deemed to be reduced to the amount of the 1971 reserve and the credit union is

avoir appliqué la provision de 1971 d'abord sur ses obligations ou hypothèques et ensuite, s'il est un reste, sur ses autres créances.

151. Aux fins de l'article 150, la caisse calcule sa réserve de 1971 en soustrayant l'ensemble de ses dettes et autres obligations impayées au début de son année d'imposition 1972, et de toutes les actions ou parts sociales de ses membres à ce moment, de l'ensemble des montants suivants calculés au même moment :

- a) l'encaisse,
- b) les placements et créances à leur valeur, telle que déterminée aux articles 142 ou 143;
- c) la partie non amortie du coût en capital des biens amortissables de toutes les catégories prescrites, telle que déterminée à l'article 148; ou
- d) le coût pour la caisse de ses immobilisations non amortissables, déterminé sans tenir compte du chapitre VIII.

152. Lorsque l'année d'imposition d'une caisse d'épargne ou de crédit au sens de l'article 605 de la Loi sur les impôts chevauche le début de 1972, l'impôt payable pour l'année 1972 par la caisse en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts est l'ensemble des montants suivants:

- a) l'impôt qui serait autrement payable si la caisse n'avait pour tout revenu pour l'année d'imposition 1972 que des gains en capital imposables, et
- b) la partie de l'impôt qui serait payable, en l'absence du présent article, en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, si le revenu de l'année de la caisse ne comprenait pas de gains en capital imposables, représentée par le rapport du nombre de jours au cours de 1972 de son année d'imposition sur le nombre de jours total de cette année d'imposition.

153. Nonobstant toute disposition de la Loi sur les impôts, une caisse ne peut déduire, dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition postérieures à 1971, un paiement qu'elle effectue par suite d'une allocation proportionnelle aux emprunts qui est un montant porté au crédit

deemed to have applied the 1971 reserve first to its bonds or hypothecs and then, if there is a balance, to the other debts owed to it.

151. For the purposes of section 150, the union shall compute its 1971 reserve by subtracting the aggregate of its outstanding debts and other bonds at the commencement of its 1972 taxation year, and all the shares or stock of its members at that time, from the aggregate of the following amounts computed at the same time:

- (a) the cash on hand;
- (b) the investments and claims at their value, as determined in section 142 or 143;
- (c) the undepreciated capital cost of the depreciable property of all the prescribed value, as determined in section 142 or
- (d) the cost to the union of its undepreciated capital property, determined without regard to Chapter VIII.

152. Where a taxation year of a savings or credit union within the meaning of section 605 of the Income Tax Act overlaps the beginning of 1972, the tax payable for the year 1972 by the credit union under Part I of the Taxation Act is the aggregate of the following amounts:

- (a) the tax that would be otherwise payable if the credit union had for income for the 1972 taxation year only taxable capital gains, and
- (b) the proportion of the tax that would be payable, failing this section, under Part I of the Income Tax Act, if the income for the year of the credit union did not include taxable gains, that the number of days in 1972 of its taxation year is of the number of total days of that taxation year.

153. Notwithstanding any provision of the Income Tax Act, a credit union shall not deduct, in computing its income for the taxation years after 1971, a payment that it makes as a result of a proportional allocation to loans which is an amount credited to one of its members and relating

d'un de ses membres et se rapportant à des intérêts payables par celui-ci avant le début de l'année d'imposition 1972 de la caisse.

Elle ne peut non plus déduire tout montant payable par elle dans l'année à titre d'intérêt à l'un de ses membres dans la mesure où ce montant peut raisonnablement être considéré comme payable pour une période précédant l'année d'imposition 1972 de la caisse ou comme étant calculé en fonction des affaires faites par la caisse avant cette année.

154. Une caisse ne peut se prévaloir du chapitre XI pour calculer son revenu de quelque année d'imposition que ce soit. L'excédent de toutes les actions ou parts sociales des membres sur ce que serait la réserve de 1971 pour la caisse, si on ne tenait pas compte de celles-ci dans le calcul de ladite réserve à l'article 151, est réputé une perte autre qu'une perte en capital pour l'année d'imposition 1971 aux fins des articles 545 à 555 de la Loi sur les impôts.]]

155. Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Ils peuvent aussi s'appliquer à compter du début de toute année d'imposition qui coïncide avec l'année civile au cours de laquelle ils sont adoptés ou qui s'y termine

156. La présente loi entrera en vigueur à la date à laquelle entrera en vigueur la Loi sur les impôts (1972, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 38*).

to interest payable by him before the commencement of the 1972 taxation year of the union.

Nor shall it deduct any amount payable by it in the year as interest to one of its members to the extent that the amount may reasonably be considered to be payable for a period preceding the 1972 taxation year of the credit union or as being computed in relation to the business carried out by the union before that year.

154. A credit union shall not avail itself of Chapter XI to compute its income for any taxation year. The excess of all the shares or stock of the members over what would be the 1971 reserve for the credit union, if no regard was had to such shares or stock in computing the said reserve in section 151, is deemed to be a loss other than a capital loss for the 1971 taxation year for the purposes of sections 545 to 555 of the Taxation Act.]]

155. The regulations made under this act shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein. They may also apply from the commencement of any taxation year which coincides with the calendar year in which they are made or that ends therein.

156. This act shall come into force on the date when the Taxation Act (1972, *insert here chapter number of Bill 38*) comes into force.